

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p.3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1996 - 3 novembre 2006 - prix : 1 €

Le bus incendié de Marseille



Banlieues

**Un an après,
rien n'a
changé**

p. 4

Chômage

**Il ne baisse
que dans les
statistiques**

p. 7

« Jurys citoyens »

**Contrôler,
c'est pouvoir
révoquer**

p. 5

**Une violence
criminelle
sous-produit
d'une société
malade**

Suez-Hongrie novembre 1956

**Quand les crimes des uns servaient
à faire oublier ceux des autres**

p. 8 et 9



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Banlieues : un an après, rien n'a changé
 ■ Limoges : appels à faire justice soi-même
 ■ Bègles : les vrais casseurs des cités
- p. 5 ■ Faux débats autour des « jurys citoyens »
 ■ Calais : chasse aux migrants
 ■ Le budget de la Sécurité sociale
- p. 6 ■ La fondation de la Confédération Syndicale Internationale
- p. 7 ■ Baisse du chômage... dans les statistiques
 ■ Des milliers de suppressions d'emplois
- p. 11 ■ Immigration : mensonge et réalité
 ■ Le coquet budget de la marine de guerre
 ■ Saint-Ouen : après l'évacuation d'un immeuble

Tribune

- p. 6 ■ Contrôle, oui, mais réellement

Il y a 50 ans

- p. 8/9 ■ Novembre 1956 : quand les crimes des uns servaient à faire oublier les crimes des autres

Dans le monde

- p. 10 ■ Le rapport sur la faim dans le monde
 ■ Les économistes et le réchauffement climatique
- p. 16 ■ Brésil : Lula réélu
 ■ Mexique : la troupe intervient à Oaxaca
 ■ Le chômage des jeunes dans le monde

Dans les entreprises

- p. 7 ■ Aubade - La Trimouille et Saint-Savin (Vienne)
- p. 12 ■ Renault - Flins (78)
 ■ Snecma - Gennevilliers
 ■ Groupe PSA Peugeot-Citroën
 ■ Usine PSA - Sochaux
- p. 13 ■ RTM - Marseille : après l'agression d'un bus
 ■ RATP-bus - Région parisienne
 ■ Tour Mirabeau - Paris 15ème
- p. 14 ■ Retraits des badges à l'Aéroport de Roissy
 ■ Rhodia Silicones - Saint-Fons (Rhône)
- p. 15 ■ Le service postal en voie de disparition
 ■ Bombardier ou Alstom : la SNCF roule pour les trusts

Le scandale des expulsions

Le logement doit être un droit

Depuis mercredi 1^{er} novembre, comme chaque année, les expulsions de locataires sont suspendues, et ce jusqu'au 15 mars 2007, sauf pour les familles qui pour s'abriter n'ont trouvé d'autre solution qu'occuper illégalement un logement. Celles-là restent sous la menace de l'expulsion policière.

Comme les années précédentes, en 2005, plus de 100 000 décisions judiciaires d'expulsion de familles en location ont été prononcées. C'est en général pour des loyers impayés, d'autant plus qu'en Ile-de-France les ménages les plus pauvres consacrent au loyer 40 % de leurs revenus.

Sur ces 100 000 décisions d'expulsion, 20 500 se sont

accompagnées de menaces d'intervention de la police et 9 000 familles qui résistaient ont été effectivement jetées de force à la rue par celle-ci. Elle est requise plus fréquemment qu'avant pour déloger les locataires, car les préfetures ont pour consigne de réduire le montant des indemnités versées aux propriétaires lorsque ceux-ci n'ont pas obtenu l'application de l'ordonnance d'expulsion de leurs locataires.

Fin octobre, plusieurs expulsions se sont traduites par des drames. Par exemple, à Cannes, un retraité de 76 ans, jeté à la rue pour un impayé de 1 350 euros, a trouvé une mort horrible dans l'incendie qu'il avait lui-même allumé par désespoir. Son logement était à deux pas de la Croi-

sette et de ses spéculateurs immobiliers.

Pour expulser, défendre les propriétaires bailleurs, les préfets n'ont pas souvent d'états d'âme. Et jamais ils n'ordonnent la réquisition de logements et bureaux vides, alors que la loi le leur permet, pour y loger ceux qui en ont absolument besoin, même s'ils n'ont qu'un budget très modeste.

Mais, cet hiver encore, les responsables gouvernementaux verseront sans doute, en public, une larme hypocrite sur les sans-logis et les mal-logés qui s'entassent dans des taudis ou des hôtels pourris.

Louis BASTILLE

Bébéar

Un triste discours patronal

Claude Bébéar, qui était jusqu'en 2001 PDG d'AXA, dont il est encore aujourd'hui président du conseil de surveillance, a fait part le 31 octobre sur France Inter de ce qu'il pensait de la situation actuelle. Ce patron qui passe aujourd'hui une partie de son temps à animer l'institut Montaigne, qu'il a créé en 2000, se fait le défenseur du libéralisme et prône la « *mobilité et la cohésion sociale* ».

À l'entendre, on voit vite ce que cela signifie. Bébéar explique que la baisse du chômage annoncée par Borloo et relayée par Chirac montre qu'on est sur la bonne voie, mais qu'il est para-

doxal qu'il y ait 500 000 emplois non pourvus dans le pays, alors qu'il y a deux millions de chômeurs. La cause en est toute simple selon Bébéar : rien n'inciterait les chômeurs à retravailler. Et quand le journaliste lui demande s'il pense que les travailleurs sont des « *fainéants* », il parle du manque de désir d'entreprendre...

Quand on lui parle des « *patrons voyous* », Bébéar estime qu'il n'y en a que quelques-uns et que c'est la presse qui aurait répandu cette image de patron « *buveur de sang* ». Et d'appeler à des efforts et à des réformes profondes car il faut, n'est-ce pas,

« *prendre les problèmes à bras le corps* »... surtout dans le domaine des retraites et de l'assurance-maladie.

Ce patron qui se dit éclairé ne fait donc que reprendre le refrain habituel selon lequel les charges sociales sont trop lourdes et qu'il faut les réviser à la baisse. Cela veut dire pour les chômeurs et les travailleurs des remises en cause de leurs droits, et pour les patrons la promesse de nouveaux avantages. Mais que vient faire Montaigne dans cette galère patronale ?

Cédric DUVAL

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

portera sur :

L'AMÉRIQUE LATINE AUJOURD'HUI

Vendredi 24 novembre à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5^e

Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 3 euros

Fête régionale de Lutte Ouvrière Compiègne

Samedi 18 novembre à partir de 17 heures

Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Rencontre avec les militants de Lutte ouvrière à Château-Thierry (Aisne)

Dimanche 5 novembre à la brocante « À greniers ouverts » Place de l'Hôtel-de-Ville

Pour soutenir la candidature d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle de 2007

Toutes celles et ceux qui souhaitent soutenir financièrement la candidature de notre camarade Arlette LAGUILLER à l'élection présidentielle du 22 avril 2007 peuvent le faire dès maintenant en envoyant leurs dons par chèque libellé à l'ordre de **Monsieur Dominique PETITJEAN, mandataire financier d'Arlette Laguiller**. Les chèques doivent être

envoyés à LUTTE OUVRIÈRE, à l'attention de Dominique Petitjean, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18. Conformément à l'article L52-9 du code électoral, ce mandataire financier, désigné le 10 mai 2006, pour l'élection présidentielle du 22 avril 2007, est seul habilité à recueillir des dons en faveur d'Arlette Laguiller, dans les limites précisées à l'article L52-8 du code électoral reproduit ci-dessous.

Article L52-8 : Les dons consentis par une personne

physique dûment identifiée pour le financement de la campagne électorale d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 4 600 euros. Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Tout don de plus de 150 euros consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque. Le montant total des dons en espèces faits au candidat ne peut

excéder 20 % du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 15 000 euros en application de l'article 52-11. Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. Par dérogation au premier alinéa de l'article L52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « *Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière* » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 30 octobre



Une violence criminelle, sous-produit du fonctionnement de la société

Cette fois, le 28 octobre à Marseille, l'incendie d'un bus a grièvement brûlé une jeune femme qui, même si elle survit, gardera d'importantes séquelles. C'est un crime, il n'y a pas d'autre mot, perpétré par des jeunes sans la moindre conscience.

Le groupe d'imbéciles criminels qui a mis le feu à l'autobus voulait se venger, paraît-il, de la conductrice du bus qui ne s'était pas arrêtée entre deux stations pour les prendre. La semaine précédente, par huit fois, d'autres bus ont été incendiés, surtout dans la banlieue parisienne, sans faire, heureusement, de victimes. Mais c'était par chance. Et ceux qui s'adonnent à ce genre d'opérations prennent de toute façon le risque de tuer aveuglément.

C'est un crime inexcusable, même si les jeunes qui agissent ainsi sont issus des quartiers pauvres et même si certains d'entre eux croient ainsi exprimer leur haine de la société. Ceux qu'ils risquent de tuer sont aussi des pauvres comme eux, leurs parents, leurs proches, des gens de leurs quartiers.

La pauvreté n'excuse pas l'inconscience et encore moins de frapper les siens. Car même si, dans la région parisienne, les incendies de bus à Grigny, à Nanterre, à Trappes ou ailleurs n'ont pas provoqué mort ou blessure, lorsque les conducteurs n'osent plus desservir les quartiers concernés, ce sont les femmes et les hommes de ces quartiers qui sont frappés, ce sont eux qui sont contraints de se rendre au travail ou de se déplacer à pied.

C'est à ceux-là que les jeunes qui s'adonnent à ce genre d'opérations rendent la vie encore plus difficile.

Des criminels inconscients et des imbéciles ont toujours existé. Mais pourquoi la multiplication des cas ?

Lorsque, dans certains quartiers populaires, le chômage dépasse le double ou le triple de la moyenne nationale déjà intolérable, lorsque les jeunes de ces quartiers n'ont aucun espoir de trouver du travail,

lorsque, depuis leur petite enfance, ils ont été rejetés de toute éducation adaptée et de tout sentiment d'appartenir à la collectivité, tous ne deviennent pas des imbéciles sans conscience, loin de là. Mais il est inévitable que, sur les marges, se constitue une minorité sans règles, sans respect pour les siens, que le mouvement ouvrier a appelé dans le temps le « lumpen-prolétariat ». Le mouvement ouvrier a eu, de tout temps, à dénoncer et bien souvent à combattre ce « lumpen-prolétariat ». Non seulement ces éléments déclassés empoisonnaient l'existence des travailleurs, mais bien souvent c'est parmi eux que les patrons, voire l'extrême droite, recrutaient leurs hommes de main.

Alors, même s'ils sont issus des quartiers pauvres, ceux-là ne méritent pas plus de sympathie que les terroristes qui, au nom de causes justes ou pas, font exploser une voiture dans une rue populaire très passante ou au milieu d'un marché.

Tout en rejetant ces gens-là, il ne faut cependant pas que ce rejet fasse oublier le terreau sur lequel ce « lumpen-prolétariat » pousse. Il ne faut pas que cela fasse oublier les responsables de cette situation, ceux qui dominent l'économie, qui sacrifiant tout pour le profit sont responsables du chômage, de la misère qui monte et de tous leurs dégâts collatéraux. Mais aussi les dirigeants politiques des deux bords qui, par servilité ou par veulerie à l'égard du patronat, laissent la misère monter, la vie sociale se décomposer et les quartiers populaires se transformer en jungle.

Mais si les quartiers populaires sont engagés dans cette évolution, c'est parce que toute la société, toute l'économie sont une jungle où seuls comptent le rapport de forces, la puissance et l'argent. Les jeunes criminels sont les produits d'un système infiniment plus criminel. Cela ne les excuse pas, mais il ne faut pas l'oublier non plus.

Arlette LAGUILLER

Meetings avec Arlette Laguiller



BREST

Jeudi 9 novembre à 20 h 30
Salle de la Maison des syndicats
Avenue Clemenceau

MARTIGUES

Mardi 14 novembre à 19 heures
Salle du Grès
Boulevard Léo-Lagrange
Quartier Ferrières

METZ

Dimanche 19 novembre à 16 heures
Salle Braun, 18, rue Mozart

CHARLEVILLE- MÉZIÈRES

Samedi 9 décembre à 16 h 30
Hôtel de ville de Mézières

Entrée libre

• Banlieues

Un an après, rien n'a changé

Il y a un an, à la suite des explosions dans des cités de banlieue, le gouvernement avait promis des mesures concernant l'emploi, le logement ou l'école. Mais au-delà des déclarations d'intention, rien n'a modifié la situation des populations concernées.

Le problème du chômage est resté tel qu'en lui-même. Il y a jusqu'à 40 ou même 50 % de jeunes sans emploi dans bon nombre de cités. La mesure phare censée s'attaquer à ce problème a été la loi dite « sur l'égalité des chances » votée au printemps dernier.

À l'approche du premier anniversaire de ces événements, plusieurs membres du gouvernement ont mis sur pied des dispositifs comme le « tour de France de la diversité », proposé par Azouz Begag, ministre délégué à

la Promotion de l'égalité des chances, les « groupes emploi solidarité », de Gérard Larcher, ministre délégué à l'Emploi, ou les « agences de la cohésion sociale et de l'égalité des chances », promues par Villepin. Ces opérations médiatiques ont juste permis de tourner quelques scènes pour les journaux télévisés.

En ce qui concerne le logement, Borloo, ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale, a présenté un plan de rénovation de 533 quartiers, chiffré à 30 milliards d'euros. Ce n'est pas un petit budget, mais il est prévu pour une action sur sept ans. Et il couvre tout juste les travaux indispensables dans des cités construites la plupart du temps à la va-vite et au moins cher, qui nécessitent soit une rénovation, soit même d'être entièrement reconstruites.

Quant à l'école, le gouverne-

ment a distribué des bourses dites « au mérite », c'est-à-dire destinées aux élèves des quartiers pauvres qui ont de bons résultats en classe, ce qui est là encore ridicule par rapport aux nécessités de la masse des enfants en déshérence. Et il dit avoir « concentré ses moyens » sur 249 collèges défavorisés, ce qui s'est traduit par quelques moyens pris à des établissements pour les donner à d'autres.

Tout cela n'améliore pas la situation dans les quartiers dits défavorisés. Cela ne peut pas non plus modifier le réel sentiment d'injustice, très présent parmi tous les jeunes qui vivent en marge d'une société produisant une quantité incroyable de richesses, mais dans laquelle ils n'ont pas de place, ni comme producteurs, ni comme consommateurs.

Roger PÉRIER



Une des cités de la banlieue parisienne.

• Limoges

Quand un juge député appelle à faire justice soi-même

À la fin de la manifestation du lundi 16 octobre, jour de la venue de Sarkozy à Limoges, la police a arrêté deux jeunes de 18 et 17 ans, soupçonnés d'avoir brisé la vitrine du siège de l'UMP. Ils seront en plus accusés d'avoir blessé les policiers au cours de leur interpellation, et mis en examen après une garde à vue de 24 heures.

Le week-end suivant, au cours de son intervention dans une réunion de l'UMP, le député et juge antiterroriste Alain Marsaud a donné l'adresse et le numéro de téléphone de la famille du plus jeune, en incitant son auditoire à agir. La vie de la famille est aussitôt devenue insupportable : coups de téléphone injurieux, manifestations de groupes braillards ou de véhicules klaxonnant sous ses fenêtres. Elle a dû changer de domicile et a décidé de porter plainte.

Alain Marsaud n'est pas n'importe qui : dans les années 1980, les années « Pasqua », il a été directeur du service central de lutte antiterroriste au parquet de Paris. Battu aux élections législatives de 1997, il s'était consolé en devenant l'un des cadres dirigeants de

Vivendi : en tant que « directeur général adjoint », il était chargé des dossiers « de sécurité et d'intelligence service ». Redevenu député à partir de 2002, il est député de Limoges-centre et secrétaire des lois à l'Assemblée nationale et conserve un mandat d'administrateur chez Veolia : c'est donc un notable qui passe très facilement des responsabilités dans l'appareil d'État à des responsabilités à la tête de grands groupes capitalistes.

Mais ce qui ne manque pas de sel, c'est qu'en 1994, alors que certains de ses amis étaient compromis dans des « affaires », Alain Marsaud a fait voter un amendement interdisant la publication de toute information concernant des personnes faisant l'objet d'enquêtes judiciaires. Pour ses amis, c'est donc la présomption d'innocence, mais pour ses opposants, c'est l'encouragement à ce qui ressemble à du lynchage. Déjà, cet été, il avait montré un visage peu ragoûtant en traitant publiquement de « malfaisants » les sans-papiers grévistes de la faim de Limoges. Il vient d'en rajouter un peu plus dans l'ignominie.

Correspondant LO

• Bègles – Banlieue de Bordeaux

Les vrais casseurs des cités

La cité Yves-Farges est un quartier populaire de la commune de Bègles, banlieue de Bordeaux. Dans le cadre du plan de « réhabilitation urbaine » du ministre du Logement Borloo, l'État a décidé de démolir 286 logements sociaux de la cité, ce qui correspond principalement à quatre tours. Les 126 logements restants seront, eux, réhabilités.

Les constructions de logements neufs ont pris trois mois de retard et de nombreuses familles habitent toujours les tours. Par contre, les travaux en vue des démolitions, eux, ont commencé à la date prévue. Rapidement, le cœur de la cité est devenu un énorme chantier auquel se rajoute la construction des voies du tramway qui passera par là. Pour les locataires, la vie dans la cité est devenue insupportable, les familles ne veulent plus laisser leurs enfants jouer dans la cour centrale pendant la journée, de peur qu'il y ait un accident. Aux bruits, se rajoute l'invasion des cafards et des rats qui infestent tous les étages. Les protections d'une des tours ont été enlevées et les locatari-

res craignent que l'isolation thermique ne soit pas assurée juste avant l'hiver. Les habitants pensent que le relogement aurait dû être effectué avant tous ces travaux.

Une trentaine de familles ont tout de même pu emménager dans les premiers logements neufs. N'ayant pas le choix, elles ont accepté, en fonction des logements, une augmentation de 70 euros à 125 euros, APL déduites. Après le soulagement d'avoir quitté la cité et ses travaux, et après la satisfaction d'être logées dans du neuf, les familles commencent à réaliser le poids exorbitant des factures à payer tous les mois. Rien que le gaz de chauffage représente 60 euros en plus par mois, alors qu'auparavant l'eau, le chauffage, le ramassage des ordures, le ménage des parties communes étaient compris dans le loyer. Ce qui guette les familles, c'est donc encore plus d'insécurité financière.

Le plan Borloo est dans les faits un plan de destruction du logement social, dans lequel les nouveaux logements construits n'ont de social que le nom. Cette

chasse aux pauvres est mise en œuvre par les offices HLM et les maires. À Bègles, c'est Noël Mammère, maire de la ville avec une majorité Verts et Parti Socialiste, qui préside aussi l'office HLM. Il montre ici qu'il peut aussi être un faucheur volontaire de logement social, faisant preuve de son mépris des classes populaires. Lors de sa dernière réunion publique, il a montré un air souriant et satisfait de lui : l'inauguration du tramway aura lieu à la date prévue, le calendrier de destruction des tours sera tenu, que lui faut-il de plus ?

Tout au long de l'année, un petit groupe de locataires s'est mobilisé. Sur les fenêtres de nombreux appartements ont fleuri des affiches où était écrit « Non à la hausse des loyers ». Leur mobilisation a au moins permis que les frais de déménagement, de changement d'adresse et d'ouverture de compteurs soient pris en charge par l'office HLM. Mais le problème reste pour les familles : comment faire face aux loyers et aux frais plus élevés ?

Correspondant LO

• Faux débat autour des « jurys citoyens »

Pouvoir contrôler, c'est pouvoir révoquer !

Dans le cadre de la concurrence que se livrent les prétendants à l'investiture du Parti Socialiste, Ségolène Royal a sorti de son chapeau sa proposition sur les « jurys citoyens », sans grande portée, mais qui a provoqué bien des réactions. Il s'agissait de proposer le tirage au sort d'une quinzaine d'électeurs chargés de « donner leur avis, voire de faire des propositions » sur la politique menée par leurs élus.

Peu ou prou, cela existe déjà sous différentes formes, à l'étranger mais aussi en France. C'est ce que rassemble le vocable un peu pompeux de « démocratie participative », où l'on laisse à des citoyens, au mieux, la possibilité de grogner sans avoir la possibilité de changer la politique décidée par les seuls élus. Certains vont même jusqu'à confier à ces structures des micro-budgets à gérer, histoire de les occuper et surtout de faire oublier où passent les milliards dilapidés par les exécutifs des grandes communes, des départements ou des régions au profit du patronat.

D'ailleurs cette mesure sentait tellement le bon truc susceptible de plaire, parce que cela pouvait avoir l'apparence du contrôle, et n'en était pas un, que Villepin a cru tenir, lui aussi, une piste pour séduire l'opinion face à son « ami » Sarkozy, en déclarant qu'il proposait de faire retransmettre à la télévision les séances du conseil des ministres.

Pour Villepin, c'est Chirac qui a sifflé la fin de la récréation, en faisant savoir qu'il n'en était pas question. Il aurait tout aussi bien pu approuver, car ce conseil des ministres n'est qu'une chambre d'enregistrement de ce qui a été décidé ailleurs, mis au point par des hauts fonctionnaires inamovibles, sous l'influence des grands industriels et financiers, encore moins contrôlés.

Quant à Ségolène Royal elle vient de clore aussi ce chapitre en déclarant : « le peuple n'a pas toujours raison ». Histoire sans doute de ne pas se mettre à dos les dizaines de milliers d'élus que compte le Parti Socialiste.

Mais le contrôle des élus et de l'administration publique, de tous ceux qui exercent le pouvoir, ne serait-ce qu'une once de pouvoir, est un problème que le mouvement ouvrier et socialiste s'est posé depuis longtemps, face à la tentation pour les élus de s'affranchir du contrôle et de la sanction de leurs électeurs. Vis-à-vis également, des représentants de l'administration, de la police, de la justice, et des fonctionnaires chargés d'appliquer la politique de l'État jusqu'au niveau le plus élémentaire, qui n'ont que trop tendance à manifester morgue et mépris pour les classes populaires et à être obséquieux envers les possédants et les dirigeants de la société.

C'est la Commune de Paris, en 1871, le premier gouvernement des exploités pour les exploités, qui a résolu cette

question en instituant la possibilité de la révocation, à tout moment, des élus, à n'importe quel niveau, et de tous les membres de l'administration, des hauts fonctionnaires jusqu'au policier et à l'employé au bas de l'échelle. Partant du seul principe que quiconque exerçait la moindre portion de pouvoir devait être responsable devant la population de ce qu'il faisait, c'est-à-dire pouvoir être démis de ses fonctions.

Tout le monde sait, et les bourgeois les premiers, qu'il n'y a pas d'autre voie pour exercer un quelconque contrôle sur ceux à qui on a confié la mission de défendre les intérêts de leurs mandants. Dans les conseils d'administration, où les actionnaires confient à un président-directeur général le soin de veiller sur leur capital, les capitalistes peuvent démettre à tout moment et sans préavis celui-ci, s'il ne leur convient plus.

Jamais un bourgeois, un vrai, ne fait confiance. Il veille jalousement sur sa caisse et ses dividendes. Il n'y a que les travailleurs et les milieux populaires qu'on essaye d'endormir en les persuadant de s'abandonner, en leur disant en somme : « Votez ! Nous ferons le reste ».

Alors si l'on est pour le vrai contrôle, et nous le sommes à cent pour cent, c'est cette possibilité de révocation qu'il faut proposer et défendre. Sinon tout le reste n'est que du vent ou des discours, ce qui est bien la même chose.

Paul SOREL

• Calais

La police de Sarkozy à la chasse aux migrants

Le 24 octobre, la police de Sarkozy raflait encore 150 migrants à Calais pour les expulser dans des centres loin de là, et le préfet faisait détruire un hangar abandonné qui leur servait de refuge.

La fermeture du centre de Sangatte en novembre 2002 n'a rien résolu. À l'époque, de 800 à 1 000 migrants étaient hébergés dans ce centre à proximité de la ville.

nes ou de mois de voyage dans toutes les conditions, quelquefois après avoir vu aussi d'autres migrants mourir, noyés en tentant de traverser la Méditerranée.

Des migrants avant une manifestation à Calais.



Aujourd'hui, à Calais et dans les communes le long du littoral, ils sont encore quasiment aussi nombreux. Les associations qui viennent en aide aux migrants distribuent régulièrement plus de 500 repas une fois par jour.

Depuis la fermeture du centre de Sangatte, les migrants ont trouvé refuge dans les bois et les dunes, les parcs de la ville et aussi des bâtiments et des hangars abandonnés, avant que la police ne les en déloge et qu'ils ne soient détruits. Beaucoup de migrants passent des jours et des nuits dehors, par tous les temps, couverts de simples cartons et de couvertures. Bien sûr, leur situation est encore pire avec la pluie et le froid.

Ils ont quitté leur pays, poussés par la misère et les guerres, et se sont dirigés vers Calais pour tenter de rejoindre l'Angleterre, après avoir enduré les épreuves de semai-

Les conditions où sont réduits, à Calais, tous ces immigrants venus en Europe pour tenter de trouver un travail souvent nécessaire à la survie de leur famille restée au pays sont indignes dans le soi-disant « pays des droits de l'homme ». Et elles ne freinent aucunement la venue de nouveaux migrants qui remplacent ceux qui ont pu passer en Angleterre.

Sarkozy, qui organise la chasse aux migrants ici, soutient en même temps la chasse aux profits des grandes entreprises capitalistes dans les pays du Tiers Monde, qui contribue à y entretenir et y développer la misère. Comme lui, tous ceux qui s'en prennent aux immigrants plutôt qu'aux responsables de la misère qui règne dans leur pays d'origine ne font qu'entretenir l'exclusion, la xénophobie et le racisme.

Correspondant LO

• Budget de la Sécurité sociale

Cadeaux aux patrons, chasse aux pauvres

La majorité des députés vient de voter, dans le cadre du projet de budget 2007, l'exonération complète de toutes les cotisations patronales à la Sécurité sociale (hors accidents du travail et maladies professionnelles) pour les salariés payés au smic, employés dans les deux mil-

lions et demi d'entreprises ayant moins de vingt salariés. La majorité des trois millions de smicards travaillent dans ces petites boîtes.

Après de multiples dégrèvements sur les bas salaires, les patrons des très petites entreprises payaient encore 2,1 % de la masse salariale en cotisations

patronales à la Sécurité sociale. Au 1^{er} juillet 2007, ils ne les paieront plus. Ce nouveau cadeau est estimé à 320 millions d'euros pour le second semestre 2007 et à 640 millions d'euros en année pleine.

Ces mêmes députés viennent aussi de voter, dans le budget de la Sécurité sociale, la

possibilité de supprimer les prestations sociales et familiales, comme le RMI et la CMU, aux allocataires qui auraient « un train de vie » ou un patrimoine les plaçant au-dessus de l'indigence. Avant de leur accorder ces prestations, la valeur éventuelle de leur voiture, logement ou autre bien,

sera décortiquée.

Au nom de la lutte contre les fraudes à la Sécurité sociale, le gouvernement fait la chasse aux pauvres ! Alors que les vrais abus en faveur du patronat, il les organise et les fait légaliser au Parlement.

Louis BASTILLE

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Contrôler, oui, mais réellement

De débats à huis clos en débats télévisés, les trois candidats à l'investiture présidentielle du Parti socialiste n'en finissent pas de chercher à se distinguer les uns des autres. Fabius a promis 100 euros brut d'augmentation du Smic. Ce n'est pas grand-chose, même si c'est toujours bon à prendre. Mais gageons qu'il faudra lui rappeler vigoureusement cette promesse s'il est élu ! De son côté, Strauss-Kahn prétend qu'il veut lutter contre la hausse de l'immobilier... en construisant des villes à la campagne. Quand Alphonse Allais a lancé l'idée en son temps, c'était pour faire rire. Strauss-Kahn, lui, voudrait qu'on le prenne au sérieux... C'est finalement la proposition de Ségolène Royal de mettre en place des « jurys citoyens » pour contrôler l'action des hommes politiques qui a fait le plus grand bruit.

Ses concurrents du Parti socialiste l'accusent tout bonnement « d'épouser une forme de populisme » (Fabius) ou du « risque de créer un désordre » (Strauss-Kahn). Le pompon du ridicule a été décroché par les politiciens de droite qui n'ont pas hésité à évoquer Mao, Lénine ou Pol Pot ! Le ministre du budget, Jean-François Copé, a même fait mine de s'inquiéter qu'on mettrait les têtes au bout des piques.

La timide et anodine proposition de Ségolène Royal n'en méritait pourtant pas tant. De quoi s'agit-il en réalité ? Il est bien difficile de le savoir tant les propos de la candidate sont flous et ambigus. Il s'agirait de tirer au sort à partir de « listes de résidents » des groupes de quelques dizaines de personnes chargés d'apporter leur « savoir d'usage » sur les politiques publiques. Sur quelles bases, avec quel pouvoir, avec quel budget ? Mystère.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la campagne de l'ex-ministre socialiste, un gadget de plus pour tenter de séduire l'électorat. Elle a déjà flatté les sentiments dits « sécuritaires » censés être largement partagés en proposant d'encadrer une partie des jeunes par l'armée. La voilà qui récidive en se posant comme la moraliste d'un monde politique supposé être corrompu. Mais évidemment, ces « jurys citoyens », si même ils se mettent en place un jour, seront bien en peine de contrôler quoi que ce soit. Tout au plus pourront-ils émettre un avis ou, peut-être, avoir une part de décision dans la gestion de petits budgets d'intérêt local.

Pourtant le problème du contrôle existe bel et bien. Sur les hommes politiques bien sûr. Aujourd'hui ils sont inamovibles sitôt élus. Et quand, rarement, ils prennent des engagements en faveur des classes populaires, ils s'empressent de les renier en toute impunité. Il est bien connu que dans le monde politique de la bourgeoisie « les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient ». Ce

serait une manifestation élémentaire de démocratie que des élus qui ne satisfassent pas leurs électeurs puissent être révoqués et remplacés à tout moment. Mais de cela Ségolène Royal se garde bien de parler, car ce n'est certainement pas ce qu'elle veut.

Mais le problème du contrôle se pose en réalité également à un tout autre niveau. Quand Peugeot-Citroën, annonce la suppression de 10 000 emplois, fermant des usines et poussant des travailleurs vers le chômage et la misère, la décision est prise dans le secret du conseil d'administration, en se souciant seulement d'augmenter les profits des actionnaires et en se moquant éperdument des intérêts de la population. Même chose pour Total, responsable de la catastrophe d'AZF à Toulouse. Même chose pour le Crédit Lyonnais qui renflouait à coups de milliards un Bernard Tapie tout en accumulant comme toutes les banques les agios sur les malheureux découverts des salariés. Même chose pour tous ces licenciés qui ne pensent qu'aux juteux dividendes des actionnaires.

Oui, il faudrait soumettre les banques et les entreprises au contrôle de la population, c'est une nécessité vitale. Il faut contrôler leurs profits, savoir d'où vient l'argent et où il va. Ce serait le seul moyen d'imposer que les profits toujours plus considérables d'aujourd'hui servent à l'intérêt général et d'empêcher que les industriels et les banquiers ne ruinent des régions entières et condamnent à la misère des fractions croissantes de travailleurs. Car l'activité des entreprises est le résultat du travail de l'ensemble de ses salariés ; les décisions qu'elles prennent concernent souvent toute une région et tous ses habitants. Ce n'est pas une affaire privée. C'est là qu'il faut imposer le contrôle : sur les comptes des entreprises, sur les actionnaires et leur fortune et sur les conseils d'administration des grands groupes.

Et ce contrôle-là, le gadget de prétendus jurys « tirés au sort » ne peut le mettre en pratique. Les travailleurs, sur leurs lieux de travail, où toutes les compétences sont représentées (des ouvriers de production aux experts comptables) sont les mieux à même de l'exercer, pour peu qu'ils le veuillent, se mobilisent et s'organisent pour cela. Et ce serait bien le moins, eux qui sont aujourd'hui contrôlés de toutes parts, par leur patron, leur banque et l'administration étatique.

Mais ce contrôle-là, le seul efficace, il ne faut pas compter sur le Parti socialiste pour l'obtenir. Il nous faudra l'imposer par nos luttes et une mobilisation d'envergure.

Michel Grandry

Convergences Révolutionnaires n° 47 (septembre-octobre 2006)

Bimestriel publié par la Fraction

Dossier : La Russie de Poutine : le prix de la restauration capitaliste

Articles : Sarkozy contre les immigrés : une campagne électorale sur le dos de ceux qui n'ont pas le droit de vote - Allemagne : ni espoir ni illusion du côté des urnes ; qu'est-ce que donc que le Linkspartei ? - Belgique : grandes manœuvres électorales autour de l'extrême droite - Du côté des entreprises : Axa : quand les assureurs font de l'humanitaire ; Altis (IBM) : horaires déments contre suppression d'emplois.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

• Fondation de la Confédération Syndicale Internationale

Quelle organisation internationale pour les travailleurs ?

Le 1^{er} novembre, les représentants de 360 syndicats venant de 150 pays se sont réunis à Vienne pour fonder officiellement la Confédération Syndicale Internationale. Celle-ci sera forte, selon ses chiffres, de 167 millions d'adhérents.

Les syndicats qui y adhèrent viennent des trois courants qui ont participé à des

de la société telle qu'elle est, c'est-à-dire dominée par les patrons, que d'expliquer aux travailleurs qu'ils peuvent renverser le rapport des forces et de les appeler à la lutte. Ils acceptent même bien souvent de revoir à la baisse les lois sociales à condition d'être associés aux décisions, ils acceptent les « plans sociaux » du



Une banderole du 1^{er} mai 2005.

regroupements syndicaux internationaux depuis 1947 : les syndicats chrétiens, en France la CFTC ; les syndicats dits « libres », liés au courant social-démocrate et aux syndicats américains, comme FO, puis la CFDT ; des syndicats autrefois liés aux partis communistes et à la bureaucratie russe comme le fut la CGT.

Dans sa déclaration d'intentions, la CSI affirme vouloir « *changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleuses, des travailleurs, des sans-emplois et des pauvres* ». L'intention est louable. Quant à la façon d'y parvenir, on ne trouve que la proposition plutôt vague de la CSI d'organiser une « *journée d'action mondiale afin de réclamer une action internationale immédiate pour formuler et mettre en œuvre l'agenda d'une nouvelle mondialisation* ». On apprend aussi que, pour l'un des futurs dirigeants de la CSI, il s'agit de « *faire du syndicalisme la première ONG de la planète* ».

Rassembler leurs forces par-delà les frontières est une nécessité vitale pour les travailleurs. La classe ouvrière est une seule et même classe à l'échelle de la planète, sa défense et son avenir ne peuvent être garantis que par la prise de conscience de ses intérêts communs. Réunis par une organisation qui représenterait réellement leurs intérêts, les travailleurs auraient les moyens de changer leur sort et, plus encore, de changer cette société basée sur l'injustice généralisée ! Mais ce n'est pas ce que propose la CSI, pas plus que ne le proposent les syndicats qui la composent.

Dans chaque pays les dirigeants des confédérations syndicales se montrent plus soucieux de participer à la gestion

moment qu'ils sont « négociés » avec eux, ils acceptent au fond les sacrifices pour les travailleurs, par exemple le recul de l'âge de la retraite, la hausse des cotisations, la baisse des remboursements, etc., du moment qu'ils participent à la gestion des organismes sociaux. On en a eu bien des exemples en France ces dernières années, mais c'est la même chose dans tous les pays, à quelques nuances près.

Alors l'addition de ces différentes bureaucraties syndicales ne pourra sans doute donner qu'un étage bureaucratique de plus. Les confédérations nationales se montrent déjà éloignées de la vie, des préoccupations et des intérêts des travailleurs. Un petit cénacle de dirigeants syndicaux internationaux, fréquentant les mêmes réunions, quand ce n'est pas les mêmes hôtels, que les dirigeants des multinationales et les fonctionnaires internationaux, le sera encore plus.

Pourtant, il serait effectivement indispensable que les travailleurs disposent d'organisations internationales, tant au niveau politique qu'au niveau syndical, mais pas d'une organisation syndicale fonctionnant dans le cadre des institutions internationales de la société capitaliste et qui, finalement, en accepte pratiquement toutes les tares. Pour être vraiment utile aux travailleurs, il faudrait que cette organisation se donne pour but de les organiser pour imposer leurs revendications face aux capitalistes qui dominent la planète. Et cela, on ne peut pas l'attendre de la CSI.

Paul GALOIS

• Baisse du chômage... dans les statistiques

Les chiffres nouveaux sont arrivés

Damant le pion à tous ses ministres, mardi 31 octobre, Chirac a annoncé les chiffres du chômage dans un entretien avec *Le Figaro*. Et, bien sûr, ils étaient meilleurs que ceux du mois dernier. En août, le taux de chômage était remonté à 9%. En septembre, il serait tombé à 8,8%, avec 30 400 chômeurs de moins. Ce que ce gouvernement appelle un « bon résultat » même si, selon les chiffres officiels, 2,1 millions de travailleurs restent sans emploi.

Selon le ministre délégué à l'Emploi et au Travail, Larcher, cela proviendrait de la création de 200 000 emplois sur l'année. Pour Borloo, cela ne peut être que le résultat de son action au ministère de la Cohésion sociale. Même la présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est félicitée de ce qu'elle appelle « ces chiffres heureux », fruits, selon elle, de la mobilisation de son organisation. Mais apparemment pas des adhérents du Medef qui continuent de licencier depuis la fin de l'été !

Derrière cette autosatisfaction, qui fleure bon la veillée électorale, se dissimule une mauvaise cuisine. Depuis longtemps, le mode de calcul du nombre des chômeurs modère le chiffre officiel d'environ un demi-million, puisqu'il ne prend en compte que les demandeurs d'emplois ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois. D'autre part, les agences nationales de l'emploi ont depuis des semaines la consigne de radier les chômeurs de leurs listes, et le font parfois sous n'importe quel prétexte.

Et, en conséquence, le nombre d'allocataires du RMI ne cesse de grimper. C'est pourquoi ils sont 1,25 million,

200 000 de plus qu'il y a quatre ans, sans toutefois être comptabilisés dans le nombre des chômeurs, alors qu'on leur reproche à eux aussi de ne pas chercher d'emploi. Et on comprend ce qu'ont en tête les pouvoirs publics, qui cherchent à changer les règles du RMI pour radier certains allocataires.

Quelle que soit la manière dont ils sont élaborés, ces « chiffres heureux » sont bons à prendre pour le gouvernement. Et qu'importe si le patronat, lui, continue de licencier en toute impunité, et que les chômeurs n'ont le choix qu'entre retrouver un emploi généralement moins bien payé et plus précaire (et offrant, en prime, une aide à leur employeur) ou de rejoindre les rangs de ceux qui doivent survivre avec le RMI.

Jacques FONTENOY



• Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sur deux mois

Pour le gouvernement, la situation s'améliore

Alors que le gouvernement se vante d'avoir fait baisser le chômage, les suppressions d'emplois, effectives ou annoncées, se multiplient dans les entreprises. *L'Humanité* du lundi 30 octobre en a fait le bilan : 25 000 emplois ont été supprimés et 20 000 sont menacés à court terme, rien que sur les deux derniers mois.

Les plus gros licenciements font partie du secteur automobile, qu'il s'agisse de constructeurs comme le groupe PSA, avec 7 700 emplois supprimés, ou des équipementiers tels Faurecia, Valeo, Bosch, Visteon, Delphi, bien souvent filiales ou

sous-traitants de grands groupes industriels, qui à eux tous en ont supprimé presque autant. Si les principales pertes d'emplois se situent dans l'industrie (Sanofi, Saint-Gobain, Seb, Aubade, Totalpetrochemicals, Fujifilm, etc.), des entreprises du secteur tertiaire, prétendument dynamiques, licencient elles aussi, ou prévoient de licencier dans un futur proche : 1 500 emplois en moins chez AXA, 1 000 à la FNAC, 832 chez Noos, pour n'en citer que quelques-unes.

Des régions sont plus particulièrement touchées ces derniers mois, l'Alsace, la Lorraine,

l'ouest et le sud-ouest de la France. Une centaine d'emplois supprimés dans telle entreprise, 50 dans une autre, 300 dans une troisième, en additionnant ces nombres, cela donne, dans certains départements, plusieurs milliers de personnes qui se retrouvent au chômage en quelques mois. Aux licenciements s'ajoutent les contrats précaires non renouvelés, les départs négociés et, surtout, les départs en retraite non remplacés dans le privé comme dans le public.

Dans la fonction publique, 15 000 départs à la retraite ne sont pas remplacés, ce qui

conduit en outre à une dégradation du service public de plus en plus pénible pour les usagers. Pourtant, dans ce domaine, le gouvernement aurait la possibilité d'agir directement sur l'emploi, à condition qu'il en ait la volonté. Mais il préfère donner l'argent qu'il économise sur les services publics aux entreprises privées, souvent les mêmes qui licencient leurs salariés par centaines. Pour le gouvernement, la « défense de l'emploi » ne sert qu'à des discours d'autosatisfaction qui ne trompent pas les travailleurs.

Marianne LAMIRAL

• Aubade – La Trimouille et Saint-Savin (Vienne)

Les actionnaires saccagent l'emploi

Le groupe Aubade, qui confectionne des sous-vêtements féminins dans la Vienne, supprime 180 emplois sur les 283 que totalisent jusqu'à présent ses deux entreprises dans la région. Ainsi en ont décidé les actionnaires principaux, le groupe suisse Calida Holding, qui avait racheté Aubade en 2005, promettant pourtant qu'il n'y aurait pas de licenciements. On a pu vérifier, une fois encore, ce que valent ces promesses, car ce groupe vient d'annoncer sa décision de faire fabriquer la

lingerie de luxe en Tunisie.

Qui peut croire que ce choix est soudain, alors qu'à l'évidence le groupe acheteur envisageait ce transfert dès le début ? Il a simplement racheté une marque réputée, qui lui a permis durant un an de faire des profits (1, 2 million en 2005). Mais cela ne lui suffit pas. Il en veut plus. C'est cela le capitalisme en action. Aucun emploi nouveau au bout de l'opération, ni de production nouvelle, mais des ouvrières au chômage, des familles privées de tout revenu, une région économiquement

saccagée, pour quelques dizaines de milliers d'euros de plus pour des actionnaires.

La direction a annoncé qu'elle retardait la mise en œuvre de son plan dit social après une entrevue avec le préfet de région. Ségolène Royal s'est approprié les mérites de cette décision, claironnant à la télé qu'à sa demande le préfet venait de suspendre pour trois mois son plan. Sauf que le préfet a précisé que la direction du groupe n'avait pas évoqué ce délai de trois mois. De son côté, une conseillère régionale du PS

du Poitou-Charentes, proche de Ségolène Royal mais semble-t-il un peu plus proche des réalités du terrain et moins tenue au triomphalisme, a déclaré : « Les salariés doivent se préparer à perdre leur emploi. Aubade accepte ce genre de réunion par stratégie. Pour se donner une bonne image. »

Ce qui arrive aux salariés d'Aubade est à l'image de ces plans abusivement qualifiés de sociaux. Pour mettre un coup d'arrêt à ce trop long catalogue des licenciements annoncés, il est vain de croire que des entre-

vues entre représentants patronaux, préfet de région, élus régionaux seraient efficaces.

Les travailleurs vivent sous la menace de perdre leurs emplois, pour peu que des actionnaires le décident. Ensemble, pourtant, ils pourraient interdire de mettre en œuvre cette destruction programmée des emplois. Mais face à cela, Ségolène Royal oublie ses grandes envolées sur le peuple qui devrait, affirme-t-elle, dire son mot.

Jean-Pierre VIAL

• **Novembre 1956**

Quand les crimes des uns servaient à t

En novembre 1956, alors que les forces aériennes françaises et britanniques bombardaient Port-Saïd et larguaient leurs parachutistes dans la zone du canal de Suez et que les chars russes écrasaient l'insurrection hongroise, ils n'étaient qu'une poignée ceux qui condamnaient à la fois l'agression impérialiste contre l'Égypte « coupable » d'avoir nationalisé le canal, et la sanglante répression qui s'abattait sur le peuple hongrois.

Le Parti Communiste, qui condamnait certes l'intervention de Suez, avait emboîté le pas sans vergogne aux dirigeants de l'URSS, qui proclamaient, au mépris de toute vérité, que l'insurrection hongroise était une « contre-révolution fasciste ».

Le Parti Socialiste, qui depuis dix ans avait soutenu toutes les guerres coloniales, dont le secrétaire général Guy Mollet était depuis janvier 1956 chef du gouvernement, et avait intensifié la répression en Algérie et pris l'initiative de l'expédition de Suez, n'avait pas de mots assez durs pour condamner, comme d'ailleurs toute la droite française, l'intervention soviétique en Hongrie.

Le 7 novembre 1956, on vit même à Paris les dirigeants les plus connus de cette droite, eux qui avaient tant de sang d'esclaves coloniaux sur les mains, en tête d'une manifestation réclamant la liberté pour le peuple hongrois. Derrière eux, marchaient des milliers d'étudiants sincèrement indignés par les événements de Hongrie, mais aussi tout ce que la capitale comptait d'éléments fascistes, qui menèrent l'assaut contre l'immeuble du comité central du Parti Communiste, qui fut pillé et subit un début d'incendie, et contre l'imprimerie de *L'Humanité*, où de violents affrontements firent trois morts parmi les agressés et des centaines de



• **Ce qu'écrivait *Voix Ouvrière* le 11 novembre 1956**

Nous sommes tous des assassins

L'insurrection hongroise a été broyée par les blindés de l'armée russe. Malgré la disproportion des forces, les combattants hongrois ont résisté et résistent encore. Malgré la famine et la répression, la grève est générale. Il s'agissait d'une insurrection populaire sinon prolétarienne, en dépit de ce que peut dire la presse stalinienne. Il est bien évident qu'une minorité de factieux n'aurait pu mener un tel combat, et que pour tenir si longtemps il a fallu que toute la population se dresse face aux 200 000 hommes de troupe et aux 3 000 blindés de la répression. C'est la première fois dans l'histoire que la bureaucratie russe se sert de l'Armée Rouge pour écraser une révolution ; jusqu'ici elle n'avait fait que les laisser écraser par les armées des autres. Tous les travailleurs en France, y compris un grand nombre de militants du PCF, ont ressenti la même indignation devant ce crime. Crime plus grand encore qu'il n'apparaît à première vue, car il dépasse les frontières de la Hongrie.

La répression en Hongrie a fait relever la tête à tous les fascistes européens. Les Russes n'ont pas combattu le fascisme en

Hongrie mais ils l'ont renforcé en France. *L'Humanité* et le PCF en ont fait l'expérience ces jours derniers.

Quelles qu'aient été les revendications des travailleurs hongrois, c'était leur droit de le poser, jusques et y compris un retour au capitalisme, qu'ils ne voulaient d'ailleurs pas. Leur massacre n'a pas d'excuse, et chacun le sait. L'écœurement est d'autant plus grand que ceux qui élèvent le plus la voix pour protester sont ceux qui justement devraient se taire.

Les gouvernants français ne défendent une insurrection ouvrière que lorsqu'elle se produit dans les pays de l'Est, eux qui emploient la matraque dans la moindre grève et qui n'hésiteraient pas, au cas où ladite insurrection ouvrière se produirait en Occident, à la noyer dans le sang. Des centaines de milliers de soldats, tout le matériel d'une armée moderne contre un petit pays de quelques millions d'habitants, c'est la Hongrie, oui, mais c'est aussi l'Algérie. Et le cynisme des dirigeants français qui pleurent sur le sort des ouvriers hongrois alors qu'ils assassinent en Algérie et en Égypte n'a d'égal que celui des

potentats du Kremlin qui font l'inverse. FO, qui a des camarades ministres, a fort bien su prendre l'initiative d'un mouvement de grève pour protester contre la sauvage répression de l'insurrection hongroise. Elle n'a jamais su, pas plus que la CGT d'ailleurs, en faire autant pour l'Algérie, et cependant les deux sont liés. C'est parce que les Occidentaux massacrent en Afrique du Nord, au Kenya, à Chypre ou au Guatemala que les Russes ont pu commettre ce crime face à la classe ouvrière mondiale et, au fond, c'est en partie parce que nous, travailleurs français, nous tolérons par notre passivité la répression en Algérie que nos frères les travailleurs hongrois meurent sous les balles et les obus. De même l'intervention en Égypte n'aurait sans doute pas été possible sans les événements de Hongrie. À l'heure actuelle, chacun de ces événements fait partie d'un tout. Les travailleurs hongrois ont mené une lutte sans espoir, à tel point que certains postes d'insurgés ont fait appel à l'intervention occidentale. Ce n'était que choisir un autre genre de mort. Les armées occidentales ne seraient certaine-

ment pas intervenues pour laisser les armes aux travailleurs et le pouvoir aux comités ouvriers. Cette intervention ne serait que le début d'une troisième guerre mondiale et d'une ère de barbarie sans nom. Aucun travailleur n'y a intérêt. Dans la cassure actuelle du monde en deux blocs rivaux et opposés, c'est l'ignominie de l'un qui permet à l'autre de se rendre ignoble. Les masses de chacun des deux ne s'opposent pas à leurs propres dirigeants que parce que les autres ne font pas mieux et qu'ils ne sentent le choix qu'entre l'un ou l'autre. Et quoi qu'en disent les gouvernants français, les dirigeants sociaux-démocrates, les travailleurs français pouvaient plus aider les ouvriers hongrois en arrêtant la guerre d'Algérie et en empêchant l'expédition d'Égypte plutôt qu'en soutenant ceux qui mettaient le feu au siège du PCF.

Et ces derniers événements nous montrent que le sort des travailleurs hongrois pourrait bien être le nôtre : les nervis qui s'attaquent aux journaux et aux permanences du PCF ont profité du désarroi créé par la répression russe pour s'attaquer aux organisations qui se réclament

de la classe ouvrière ; leur indignation vertueuse contre les bourreaux du prolétariat hongrois ne cache en fait que le désir de réserver le même sort aux travailleurs français. Les dirigeants staliniens peuvent difficilement être dépassés en abjection mais c'est aux travailleurs de les juger et de les rejeter. Nous ne pouvons pas permettre aux éléments réactionnaires du pays de faire le ménage dans nos propres rangs. Les typographes de la presse l'ont fort bien compris en débrayant parce que certains d'entre eux avaient été blessés dans les locaux de *L'Humanité*. Au-delà du PCF, c'est l'organisation indépendante de la classe ouvrière qui est visée. Il nous appartient de nous occuper de nos propres affaires et de ne pas laisser aux dirigeants staliniens ou sociaux-démocrates qui ont tous du sang ouvrier sur les mains d'être maîtres de nos destinées. Sinon nous nous trouverons demain dans le cas des travailleurs hongrois : massacrés par les uns ou par les autres. Nous ne pourrions alors nous en prendre qu'à nous-mêmes car « il ne faut jamais demander pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour nous ».

faire oublier les crimes des autres



Chars russes en position dans un carrefour de Budapest.

AFP

Ce qu'en dit l'Humanité aujourd'hui

Dans son numéro daté du 28 octobre de cette année, l'Humanité évoque, sous le titre : « Un tragique soutien à l'URSS », « l'immense émotion provoquée dans notre pays par l'intervention militaire soviétique et la terrible répression qui frappait les Hongrois ».

« Les images, que l'on peut revoir aujourd'hui à la télévision, sont d'autant plus cruelles pour les communistes aujourd'hui – ajoute l'Humanité – qu'elles montrent jusqu'à quelles extrémités ont conduit les perversions d'un idéal émancipateur par le stalinisme survivant à Staline. »

Mais comment expliquer le soutien apporté par le PCF à cette « terrible répression » ? « Quelques mois auparavant – nous dit l'Humanité – à l'issue du 20^e congrès du PCUS, la direction du PCF avait décidé de ne rien dire aux communistes du rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, dont la délégation, composée de Maurice Thorez, Jacques Duclos, Georges Cogniot et Pierre Doize, avait

pris connaissance. Cette option entraîna toute une série de conséquences, dont la plus fondamentale fut de retarder gravement le moment où le Parti a pu tirer toutes les leçons du stalinisme et se dégager de la mutilante conception du modèle. Ce sera finalement vingt ans plus tard, à son 22^e congrès, que le PCF brisera le moule. »

Evidemment, les morts font de parfaits boucs émissaires, qui ne protestent jamais, et ceux que citent l'Humanité étaient rien moins qu'innocents. Mais si les dirigeants du PCF d'aujourd'hui étaient évidemment à l'époque trop jeunes pour porter la responsabilité de la politique de leur parti en 1956, ils perpétuent la « perversion » fondamentale de celui-ci, celle qui fit d'un parti qui se réclamait de l'internationalisme prolétarien, un appareil au service de la bureaucratie soviétique d'abord, un parti n'aspirant à rien d'autre qu'à être admis à gérer les affaires de la bourgeoisie ensuite.

F.D.

aussi énergiquement la guerre d'Algérie et l'expédition de Suez, comme la répression de l'insurrection hongroise, figu-

raient les militants du groupe Voix Ouvrière à l'origine, douze ans plus tard, de Lutte Ouvrière. Nous reproduisons

ci-dessous l'éditorial de leurs bulletins d'entreprise du 11 novembre 1956.

François DUBURG

• Du côté des intellectuels

Sartre et la Hongrie

Les événements de Hongrie amenèrent nombre d'intellectuels à prendre des distances avec le Parti Communiste Français. Mais leur démarche n'était pas toujours exempte d'ambiguïté. C'est particulièrement vrai de celui que certains présentent volontiers comme la « conscience » de la gauche, Jean-Paul Sartre.

L'Express publia une interview de lui le 9 novembre 1956. Il condamnait certes l'intervention soviétique, mais en des termes où éclate son mépris pour la classe ouvrière :

« ...L'angoisse ne m'a pas quitté quand on a vu sortir de prison et soudain surgir au premier plan le cardinal Mindszenty, j'ai pensé : l'URSS va être prise dans une tenaille : on leur a rendu leur cardinal ; à quand Horthy (le dictateur des années 1919-1944 - Ndlr) et l'intégration au bloc occidental ? (...) Le retour aux anciens partis, la chasse aux membres de la police secrète et, sans doute aussi, aux fonctionnaires communistes (...) tout montrait que l'insurrection hongroise s'orientait vers la liquidation entière de ce qu'on

appelle les bases socialistes du régime. »

« À part une minorité consciente – les intellectuels, l'Union des écrivains – vite dépassée par la masse, les ouvriers et les paysans, après avoir répété les leçons apprises par cœur, se sont trouvés dans une complète confusion, sans aucune éducation politique et sociale. En général, les révolutions populaires se font à gauche. Pour la première fois (...) Nous avons assisté à une révolution politique qui évoluait à droite. »

Et toujours dans la logique de justification du mensonge vis-à-vis des masses, Sartre, quand il revint sur la politique de l'URSS, déclara : « La faute la plus énorme a probablement été le rapport Khrouchtchev, car, à mon avis, la dénonciation publique et solennelle, l'exposition détaillée de tous les crimes d'un personnage sacré qui a représenté si longtemps le régime est une folie quand une telle franchise n'est pas rendue possible par une élévation préalable, et considérable, du niveau de vie de la population. (...) Le résultat a été de découvrir la vérité pour des masses qui n'étaient pas prêtes à la recevoir. »

Enfin, le célèbre « il ne faut pas désespérer Billancourt », prêté à Sartre pour exprimer l'idée qu'il ne fallait surtout pas dénoncer la politique du PCF devant la classe ouvrière, est peut-être un peu abusif, en ce sens qu'il s'agit d'un à peu près, à partir d'une réplique de pièce de théâtre. Mais il exprimait bien le fond de sa pensée politique.

Erratum

L'article de notre dernier numéro 1995 du 27 octobre consacré à l'intervention franco-anglaise de 1956 a été malheureusement amputé de ses derniers mots

Il fallait lire ainsi la dernière

phrase, portant sur l'attitude de la France et de la Grande Bretagne : « Elles se préparèrent à faire parler la poudre. »

Nos excuses à nos lecteurs.

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n° 99 (Octobre 2006)

France

Les avatars d'une « dynamique unitaire » fictive.

Annexes : échanges de correspondance LO-LCR

Moyen-Orient

Après la guerre du Liban

Haïti

Les classes populaires entre un État en déliquescence et les bandes armées

États-Unis

La « réforme globale de l'immigration » : une attaque contre les immigrés et le reste de la classe ouvrière

Tribune de la minorité

Moyen-Orient : derrière la victoire « historique » du Hezbollah



• Le rapport annuel de la FAO

854 millions d'hommes menacés par la famine

La FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, vient de publier son rapport annuel. Il est accablant. Aujourd'hui 854 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées, disposant pour vivre de moins de 1 900 calories par jour. Ce sont bien sûr les pays sous-développés qui payent le tribut le plus lourd puisque la quasi totalité de ces personnes – 820 millions – y vivent. Pire, la situation se dégradera encore dans les années à venir, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, avançant même le chiffre de quatre millions de personnes qui tous les ans basculeront dans la faim. Dans les années à venir, la situation s'aggravera encore au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne où les enfants faméliques sont déjà légion.

Le même Jacques Diouf a rappelé qu'il y a dix ans, en 1996, le sommet mondial de l'alimentation à Rome avait fixé comme objectif aux dirigeants des 185 pays présents, de réduire de moitié la faim dans le monde. Cela signifiait faire descendre en dessous de 412 millions en 2015 le nombre de personnes sous-alimentées, afin que la situation, pour reprendre leurs termes, ne soit pas « *inac-*

ceptable et intolérable ». Eh bien, en 2006 rien n'a changé, la situation s'est même aggravée et en tout cas elle est restée « *inacceptable et intolérable* ».

Devant un tel constat, le président de la FAO s'est même permis quelques critiques à l'égard des dirigeants des pays membres, en déclarant que « *les promesses ne donnent guère à manger* » et en leur demandant de tenir leurs engagements d'augmenter leurs aides, qui devaient en principe atteindre 0,7 % de leur produit national brut. Il a ajouté que « *le monde est plus riche aujourd'hui qu'il ne l'était il y a dix ans et la nourriture plus abondante* », précisant que seule manque « *la volonté politique de mobiliser ces ressources au profit des plus affamés* ».

On ne peut qu'être d'accord avec ce constat mais comment attendre la volonté politique dont il parle, des dirigeants des puissances impérialistes, à la tête d'une société incapable de donner à manger à tous, alors que dans le même temps les réfrigérateurs des pays riches regorgent de viande et leurs silos de céréales ? Pendant que les télévisions nous montrent des enfants squelettiques en Afrique et ailleurs, elles nous montrent aussi des paysans détruisant les fruits et les légu-



Un enfant nigérien sous-alimenté pesé dans un centre de soins (juillet 2005).

mes qu'ils ne trouvent pas à vendre.

En ce début du XXI^e siècle les capacités productrices de l'humanité n'ont jamais été aussi grandes et il serait largement possible de nourrir l'ensemble de la population mondiale. Mais pour éliminer

la famine dans ce monde qui regorge de richesses, il faudra renverser ce système capitaliste qui s'oppose à une répartition des richesses entre les six milliards d'hommes et réduit à la famine près d'un milliard d'entre eux.

Cédric DUVAL

• Rapport sur le réchauffement climatique

Des économistes bien incapables de sauver la planète

Au début du mois d'octobre, Al Gore, l'ancien vice-président américain présentait son film sur la catastrophe promise à la planète par le réchauffement du climat. À la fin du même mois, Sir Nicholas Stern, bras droit du ministre britannique des Finances, vient de remettre à la demande de ce dernier un rapport apocalyptique sur les conséquences économiques à terme de ce réchauffement climatique.

Si rien n'est fait dans les dix à vingt ans qui viennent pour réduire l'émission des gaz à effet de serre qui participent au réchauffement de la planète, Nicholas Stern pronostique une hausse des températures de 4° à 5° C à l'horizon 2050 et des conséquences catastrophiques. Du fait de l'élévation du niveau de la mer, de larges parties des continents deviendraient inha-

bitables. Les sécheresses pour les uns, les inondations pour les autres, le manque d'eau potable, l'indigence des récoltes entraîneraient le déplacement de centaines de millions de personnes. Surtout dans les régions les plus déshéritées.

Le spécialiste en économie met en garde : « *S'il n'est pas endigué, le réchauffement climatique va entraîner un ralentissement très grave de l'économie* ». Il prévoit, dans cette hypothèse, la plus grande récession économique mondiale jamais connue, plus importante que celle de 1929. Et il chiffre, avec des modèles économiques nous dit-on, le coût de la catastrophe à 5 500 milliards d'euros.

Mais que la planète se réjouisse car, si on en croit l'économiste, il est des moyens pour conjurer la catastrophe. Il propose que 1 % du Produit

intérieur brut (PIB) soit consacré à la réduction des émissions de gaz carbonique. Il en appelle à des accords plus contraignants que le protocole de Kyoto que les États-Unis ont refusé de signer par crainte que la diminution des émissions de gaz à effet de serre entrave leur richesse. Il préconise les « *permis d'émission* », ces bourses d'échange qui permettent aux pays riches de polluer en payant les pays pauvres, les seconds étant ainsi censés s'enrichir des déjections des premiers ! Il parle d'investissements pour développer des « *technologies propres* », de « *lutte contre la déforestation* », d'« *aide au développement* » des pays pauvres, de financement pour la recherche de variétés de plantes de culture résistantes au froid, au chaud, à la sécheresse, etc.

Oui, la planète est en danger.

Mais, après son constat accablant, l'auteur du rapport ressort les mêmes recettes qui ont démontré leur inefficacité depuis des décennies. En présentant la catastrophe à venir sous ses aspects financiers, ses arguments visent à compter sur les principaux responsables de cette catastrophe pour qu'ils agissent contre elle. Autant demander à des incendiaires d'éteindre le feu !

Le scénario catastrophe que présente Nicholas Stern pour l'avenir est une hypothèse possible. L'autre hypothèse serait de réorganiser la production des biens en fonction des besoins de ceux qui la peuplent ; y compris le besoin des générations futures de continuer à y vivre.

Sophie GARGAN

• Un enseignement Bettencourt au Collège de France ?

La publicité vaut bien une chaire

On parle de la grande misère des universités. À l'instar de ce qui se passe par exemple aux États-Unis, certains prônent l'appel à la générosité et au mécénat des entreprises et des grandes fortunes du pays.

C'est dans ce cadre que l'on vient d'apprendre la prochaine inauguration au Collège de France d'un enseignement d'« *innovation technologique* » financé, on pourrait dire « *sponsorisé* » sur la « *fortune personnelle* » de Liliane Bettencourt, principale actionnaire du groupe de cosmétiques L'Oréal, et deuxième fortune du pays.

Au moment de la fondation du Collège de France, en 1530, c'était les rois de France qui jouaient le rôle de mécènes. Aujourd'hui, ce sont de gros actionnaires, et en l'occurrence la reine du cosmétique.

Pour une fortune qui se compte en dizaines de milliards d'euros comme la sienne, le coût de telles fondations représente une goutte d'eau. D'autant qu'elles permettent de bénéficier de réductions fiscales.

Au niveau du mécénat universitaire, la France serait en retard. Seulement 6,4 % des fonds des Universités proviendraient des entreprises.

« *L'université a besoin d'argent et il n'y a pas trente-six façons d'en trouver* » se plaint un responsable de l'enseignement supérieur. Quel manque d'imagination de sa part ! Comme si une imposition supérieure à la source sur la fortune de Liliane Bettencourt ou sur les profits de L'Oréal dont une part substantielle lui revient, et les mêmes mesures appliquées à ses semblables, accompagnées de la fin des subventions de l'État dont ils bénéficient, ne permettrait pas à cet État de disposer des fonds nécessaires pour financer les enseignements à tous les niveaux !

Michel ROCCO

• Immigration

Mensonges et réalités

Une fois n'est pas coutume, Jacques Chirac apporte son soutien à Nicolas Sarkozy, approuvant sa critique du gouvernement espagnol de Zapatero à qui il reproche la régularisation de 600 000 sans-papiers en 2005, ce qui aurait créé, selon lui, un « appel d'air » suscitant de nouveaux immigrants.

Des immigrants clandestins, venant surtout d'Afrique, essayent d'atteindre les îles Canaries, territoire espagnol, donc porte de l'Europe. Plus de 20 000 d'entre eux sont actuellement enfermés dans des centres de rétention ; tandis que 7 000 auraient péri en pleine mer depuis le début de l'année. Mais contrairement à ce qu'affirme Sarkozy, cette régularisation massive de sans-papiers en Espagne n'a pas créé « d'appel

d'air » de l'Afrique vers l'Europe. Les immigrants régularisés en Espagne ne viennent pas pour l'essentiel d'Afrique... mais d'Amérique latine ! Nombre d'entre eux travaillaient déjà sur le sol espagnol depuis des années.

Ce qui crée « un appel d'air » permanent ce n'est pas la régularisation d'immigrants, mais ce monde où la richesse est concentrée dans quelques pays, en Europe ou aux États-Unis, entourés d'un océan de pauvreté. Si des millions d'hommes et de femmes quittent les pays pauvres pour aller vers les pays industrialisés, c'est bien du fait de cette inégalité.

Dans la même veine, d'autres avancent que « la France ne peut accueillir toute la misère du monde ». C'est oublier un peu

vite la réalité : l'Union européenne, avec ses 372 millions d'habitants, compte une dizaine de millions d'étrangers non européens, 3 % de la population globale ! L'Allemagne compte 7,2 millions d'étrangers en situation légale (9 % de la population), la France en compte 3,3 millions (5,6 % de la population) et l'Italie 2,6 millions (4,5 % de la population).

Aujourd'hui, l'Espagne est le premier pays d'accueil, l'Italie occupe la seconde place. Le nombre total d'immigrants clandestins présents dans toute l'Europe s'élèverait de 3 à 7 millions. Cela dit, aujourd'hui, l'immigration en direction des pays européens ne constitue qu'une goutte d'eau dans les flux migratoires existants.

L'Afrique est le continent qui

a vu partir le plus grand nombre de personnes. Au total, des dizaines de millions de réfugiés ont fui les guerres civiles, la famine, les dictatures. Certains s'entassent dans des camps, de l'autre côté de la frontière de leur pays, en Afrique même. Le Burkina Faso, le Tchad, l'Angola, la République Démocratique du Congo accueillent sur leur territoire des centaines de milliers de réfugiés. C'est dire qu'il n'y a qu'une petite minorité d'émigrants qui réussissent, au péril de leur vie, à atteindre l'Europe.

Cependant, l'immigration, surtout clandestine, est d'un bon rendement. Elle profite au

patronat et aux margoulin de toute sorte. Les mafias organisent le trafic de main-d'œuvre et d'êtres humains des pays pauvres vers les pays riches, aussi rentable que le trafic de drogue.

Des patrons se disputent cette main-d'œuvre fragilisée puisqu'en situation irrégulière. Elle est exploitée sans merci, payée à des salaires dérisoires. Ces employeurs peuvent s'asseoir sur le Code du travail dans des secteurs aussi divers que la confection, l'hôtellerie, le bâtiment, etc.

René CYRILLE

• Budget de la marine de guerre

C'est l'île au trésor !

En visite au Salon de l'industrie navale militaire qui s'est ouvert le 25 octobre, la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, a fait quelques emplettes et confirmé quelques commandes.

Il s'agit de six sous-marins nucléaires d'attaque, à un milliard d'euros pièce, de dix frégates à 400 millions l'une, de 250 missiles pour équiper tous ces navires (prix non communiqué) et bien sûr du projet de construire un deuxième porte-avions. Pour ce dernier, 700 millions d'euros ont déjà été débloqués, uniquement pour faire les études. Avec une grande franchise la ministre dit même qu'il s'agit de dépenser beaucoup d'argent le plus vite possible de façon à ce que la construction du porte-avions devienne « irréversible », sous-entendu même en

cas de changement de majorité. On n'est jamais trop prudent.

Ces commandes s'ajoutent au renouvellement en cours des missiles intercontinentaux embarqués par les sous-marins (huit milliards d'euros) et aux soixante avions Rafale prévus pour le porte-avions. Tout compris, le programme d'équipement de la marine de guerre représente vingt milliards d'euros. Ce budget est certes étalé sur plusieurs années, mais il est susceptible d'augmenter. D'une part parce que les prix sont souvent révisés à la hausse en cours de route (le prix du porte-avions *Charles de Gaulle* en service actuellement a ainsi augmenté de 30 % entre la commande et la livraison). D'autre part parce que d'autres commandes peuvent intervenir. L'amiral Alain Oudot de Daim-

ville, chef d'état-major de la marine, demande en effet que l'on renouvelle rapidement les quatre pétroliers ravitailleurs et quelques autres babioles flottantes.

Les marchés passés par la marine de guerre se répartissent presque exclusivement entre EADS (Lagardère), Thalès et Dassault. Le quatrième larron, la DCN, qui construit les coques des bateaux, est en passe d'être vendue pour une somme tout à fait modique à Thalès.

Pour l'instant, et heureusement, tous ces navires ne servent pas à aller conquérir le fabuleux métal. Au fond, ils constituent eux-mêmes le trésor que les marchands de canons n'ont aucun mal à conquérir. L'État le leur offre.

Paul GALOIS

• Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) : après l'évacuation d'un immeuble

Trois familles encore sur le carreau

Trois familles continuent à camper, dans l'attente d'un hypothétique relogement, non loin de la mairie de Saint-Ouen barricadée et défendue par la police.

Après trois semaines sous un abri de fortune dans un campement dressé devant la mairie, ces trois dernières familles expulsées du 4, rue Jules-Verne ont été évacuées par la police le 25 octobre au matin. Une partie du personnel municipal appelé pour aider au travail de rangement et de nettoyage avait d'ailleurs refusé de faire ce travail, n'appréciant pas de s'en prendre à ces gens.

Ces familles sont les dernières rescapées de la quarantaine de familles installées dans un immeuble parfaitement insalubre, dont une partie menaçait de s'écrouler et qu'il avait fallu évacuer. La plupart des familles, après accord entre la mairie, le propriétaire et la sous-préfecture, avaient été relogées entre novembre 2005 et juillet 2006. Les douze familles restantes avaient été hébergées à l'hôtel avec promesse de relogement. Mais cet hébergement avait été stoppé pour trois familles le 5 octobre et elles se retrouvaient donc à la rue.

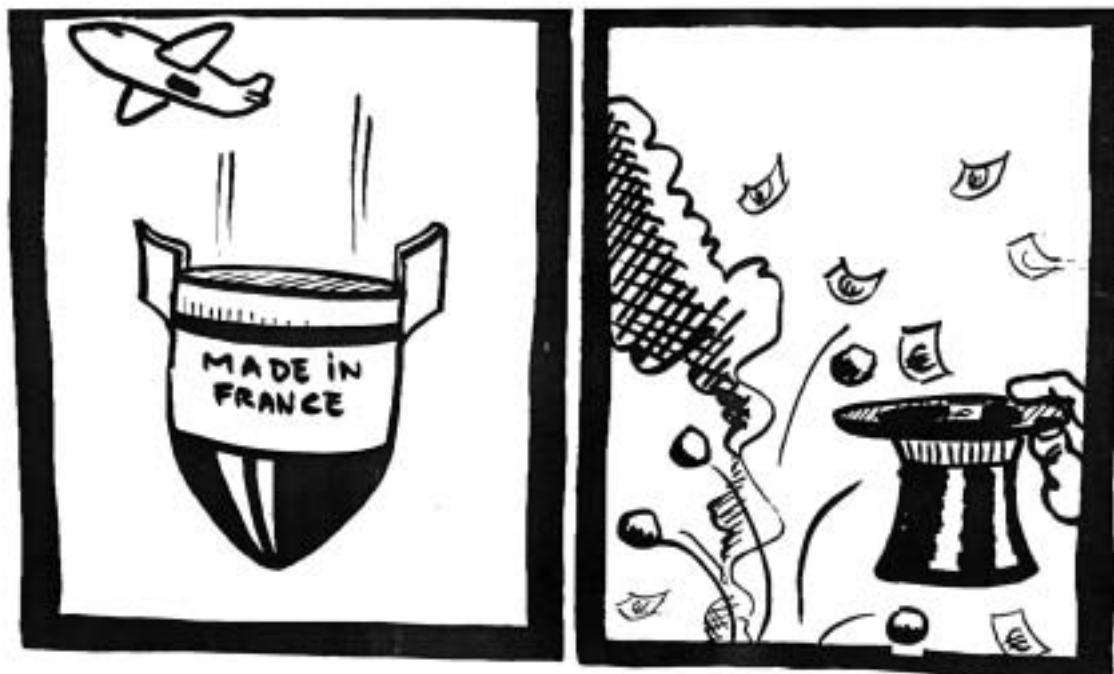
Sans papiers bien qu'étant régularisables de plein droit ou répondant aux critères de la circulaire Sarkozy – une personne parmi elles est en France depuis seize ans, mais beaucoup sont ici depuis au moins sept ans – ces familles ont un travail, des enfants scolarisés.

Soutenues par l'association DAL de la ville, elles avaient obtenu dans une première entrevue à la sous-préfecture l'examen de leur dossier de régularisation et une proposition d'hébergement à Vaujours, près de Roissy. Elles avaient refusé cet hébergement loin de leur lieu de travail et de l'école que fréquentaient les enfants, et il n'y avait même pas la possibilité de faire la cuisine !

Une deuxième entrevue à la sous-préfecture a eu lieu après l'évacuation. Elle a tout de même débouché sur la confirmation du réexamen du dossier de régularisation. Mais quant au relogement, en attendant de nouvelles propositions qui devaient arriver lundi 30 octobre, les familles étaient hébergées par des personnes de la ville qui leur apportent ainsi un soutien. Mais le 30 octobre, les familles décidées à revenir camper devant la mairie ont trouvé pour toute réponse les CRS qui les ont empêchées violemment de se réinstaller, opérant des arrestations et distribuant des coups. Certains de leurs soutiens se sont vu menacer de poursuites pour hébergement en HLM de personnes sans papiers.

Pour l'instant, ces familles continuent de camper non loin de la place de la mairie. Heureusement, le soutien qu'elles rencontrent leur permet encore de tenir.

Correspondant local



• Renault – Flins (Yvelines)

Débrayage pour l'embauche

Jeudi 25 octobre en équipe d'après-midi, sur la chaîne Ferrage de l'atelier de Tôlerie de l'usine Renault de Flins où sont assemblées les carrosseries de la Clio 3 et de la Twingo, le chef d'équipe a annoncé à trois jeunes travailleurs en contrat de qualification que celui-ci prenait fin. Pourtant, selon ses propres termes, ils donnaient toute satisfaction.

Ils avaient accepté de passer un CAP d'exploitant industriel. Dix mois durant, leur paye avait avoisiné 700 euros. Mais bien qu'ils aient réussi l'examen, la direction refuse de les embaucher, sous prétexte qu'ils auraient raté, paraît-il, le test « psychotechnique ».

À la pause de 18 h 15, les ouvriers de la chaîne ferrage ont donc décidé d'arrêter le travail. Vingt travailleurs se sont retrouvés à la machine à café, révoltés par ce mauvais coup, annoncé de plus juste avant la fermeture de l'usine pendant dix jours. Les trois jeunes travailleurs sont

connus de tous, l'un d'entre eux travaille même comme intérimaire depuis six ans, toujours en Tôlerie. Les deux autres étaient aussi intérimaires à Flins avant d'accepter un contrat de qualification, cette formation en alternance que la direction de Renault présente comme le point de passage obligatoire avant une embauche.

La production de la Clio a totalement cessé pendant près de deux heures et l'atelier Peinture, faute de carrosseries, s'est assez rapidement arrêté. La direction de Tôlerie a essayé de nous convaincre de reprendre le travail, en promettant de redonner une chance aux trois... futurs chômeurs. Mais nous étions tous d'accord pour exiger que leur contrat continue jusqu'à la réussite des fameux tests « psychotechniques ». Et le débrayage s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'équipe.

Tout cela est à rapprocher de l'inquiétude ressentie dans les ateliers à la suite de l'annonce de jours non travail-

lés. Le même jour, en effet, la direction de l'usine, prétextant une baisse de commandes, en a annoncé une série. Après les six jours non travaillés d'octobre, il y en aura donc neuf en novembre, six en décembre et quatre en janvier 2007. Il y avait même de la colère pour certains, car pour les intérimaires, soit près de 50 % des ouvriers de production, la paye se trouvera amputée de plusieurs centaines d'euros, la plupart d'entre eux n'ayant pas assez de journées d'avance dans les « compteurs » de temps, institués dans le cadre de la flexibilité, pour couvrir les jours de chômage. La direction, nullement gênée, les déclare en « absence autorisée non-payée », et donc sans possibilité ni de toucher le chômage ni de travailler ailleurs.

Cette réaction des travailleurs d'un secteur montre que tout cela commence à peser lourdement sur tous.

Correspondant LO

• Snecma – Gennevilliers (Région parisienne)

Solidarité avec les intérimaires

Depuis le 17 octobre, les salariés d'un secteur de la Snecma Gennevilliers, l'atelier d'usinage IKSU2, exigent l'embauche de deux jeunes intérimaires en activité dans l'usine depuis juillet 2006. Leur mission est censée s'arrêter, fin novembre pour l'un et début janvier pour l'autre.

La Snecma, constructeur de dimension mondiale de moteurs d'avions, voit son carnet de commandes augmenter de manière exceptionnelle. La charge de travail explose. Les niveaux de production atteignent des records. Entre 2005 et 2006 le volume de fabrication des moteurs d'avion CFM, ceux qui équipent Airbus, est passé de 1 640 à 1 772 unités. Et on vient juste d'apprendre que le VPR Chirac a réussi à vendre 150 A320 pour 8 milliards d'euros lors de sa récente visite en Chine.

Mais si la production augmente, les effectifs, eux, fondent. On ne compte plus, à Gennevilliers, les départs non remplacés. Le secteur IKSU2 est révélateur de cette politique de compression. Il y a dix ans, l'atelier comptait environ 80 personnes sur les trois équipes d'ajustage et de fraisage. Aujourd'hui, il ne reste que 23 travailleurs.

Voilà ce qui scandalise ceux d'IKSU2. Aussi, depuis plus de dix jours, ils enclenchent des débrayages de deux à trois heures au changement des équipes. Ils diffusent des tracts dans le reste de l'usine pour exprimer leur rejet de la précarité. Ils tentent par tous les moyens de populariser leur action pour l'embauche immédiate des deux intérimaires. Bien que peu nombreux, ils sont décidés à se faire entendre.

La direction essaye de désamorcer ce mouvement, qui est

populaire dans le reste de l'usine. Elle louvoie en proposant des postes sur d'autres centres comme à Corbeil, ou bien un poste à Gennevilliers, en Mécanique, mais sans que les responsables locaux puissent confirmer quoi que ce soit. Alors, comme il n'y a aucune certitude d'embauche ferme, les débrayages continuent pour maintenir la pression et avoir de réelles garanties.

C'est bien la moindre des choses que ces deux intérimaires, comme bien d'autres d'ailleurs, soient embauchés. Ce n'est ni le travail, ni l'argent qui manquent. L'ancien PDG de Snecma Moteurs est parti en retraite avec plus d'un million d'euros, et surtout les bénéficiaires qu'a faits la Snecma ces dernières années sont colossaux.

Correspondant LO

• PSA Peugeot Citroën

Économies à géométrie variable !

Le PDG du groupe PSA, Folz, a annoncé récemment un plan dit « d'économies ». Parmi les mesures annoncées, les départs en retraite ne seraient plus remplacés. Ce n'est pas son cas puisque Folz, qui doit partir en retraite début 2007, a des successeurs sur les rangs. Selon la presse, ce serait l'ex-PDG d'Airbus, Streiff, sorti de l'industrie aéronautique à la vitesse du son, qui serait pressenti pour

le remplacer.

Pour la famille Peugeot, dont la fortune personnelle se chiffre en milliards d'euros, faire des économies ne consiste pas à se passer d'un serviteur grassement payé, Streiff ou un autre, mais à supprimer le gagne-pain de centaines d'ouvriers intérimaires et en CDD en les rejetant des usines, et à maintenir en chaîne jusqu'à 60 ans des milliers d'autres !

• PSA – Sochaux

Accident de travail, la rapacité d'un patron

Plusieurs dizaines d'ouvriers en CDD de l'usine ont perçu, pour tout salaire, à peine plus de 300 euros de paie en août dernier, du fait qu'ils n'avaient pas assez de jours de congés payés pour couvrir la durée de la fermeture de l'usine pendant les vacances.

Après avoir perçu ces 300 euros au mois d'août, un ouvrier en CDD a eu d'autres difficultés du fait qu'il a été victime d'un accident du travail début septembre, et qu'il est en arrêt depuis. Pour cet ouvrier qui a moins d'un an d'ancienneté à l'usine, Peugeot ne déboursa pas un seul euro, même en étant responsable de cet accident ! En

septembre, Peugeot a payé cet ouvrier comme s'il avait travaillé mais, considérant que c'était une erreur, s'est empressé de tout récupérer au point que la paie d'octobre de l'ouvrier accidenté a atteint zéro !

Cet ouvrier ne pourra prétendre qu'au paiement des indemnités de la Sécurité sociale (60 % du salaire journalier). Mais cette dernière vient de contester cet accident de travail, pourtant flagrant, et réclame une attestation de salaire avant d'effectuer le moindre paiement de demi-journées... en maladie !

Correspondant LO

Baisse de production, pas des cadences !

Courant novembre, à l'usine Peugeot de Sochaux, la direction a programmé une baisse de production. Le nombre de voitures, type 307, qui sortiront des chaînes, passera de 56 à 52 par heure.

Les ouvriers de fabrication du Montage, le plus gros secteur de l'usine, ont été avertis de cette baisse près d'un mois à l'avance. Mais de la part du patron, cette façon de vouloir préparer les esprits n'était pas innocente. En produisant 56 voitures par heure, nous n'avions pas de répit. Aujourd'hui, la

direction du Montage prévoit, pour passer de 56 à 52 voitures par heure, de maintenir cette situation en supprimant une centaine de postes, et donc de rejeter des ouvriers intérimaires et en CDD. Alors, quand dans les équipes, elle a proposé aux ouvriers de venir le 17 novembre, un jour qu'elle a décrété chôme, voir « *les implantations de postes pour ne pas être perdus* », nombre d'ouvriers ont exprimé on ne peut plus clairement qu'il n'en n'était pas question !

Correspondant LO

• RTM Marseille

Après l'agression du bus 32

À Marseille, le bus 32 de la RTM a été incendié samedi 28 octobre, vers 21 heures, dans le quartier du Merlan, laissant une jeune femme de 26 ans très gravement brûlée sur 60 % du corps. C'est sans doute un groupe de très jeunes gens d'une des cités voisines qui, montés dans le bus, ont versé un liquide inflammable et y ont mis le feu. Tandis qu'un passager tentait d'étouffer les flammes qui dévoraient la jeune femme et la sortait du bus, la conductrice dirigeait le véhicule en flammes loin des voitures en stationnement pour éviter des explosions.

Suite à cette agression, la

direction a fait rentrer les bus de nuit, les fluobus. Comme elle le fait toujours dans un cas semblable, elle a mis en arrêt de travail la conductrice dont chacun, à la RTM, admirait le sang-froid.

Les jeunes auraient mis le feu au bus en rétorsion au fait qu'il aurait refusé de stopper pour eux entre deux arrêts. C'est devenu un jeu pour certains jeunes que d'arrêter les bus entre les arrêts, soit pour monter dedans, soit pour en descendre. De plus, certains le font de façon arrogante, comme si le conducteur était à leur service. Pourtant, bien souvent, quand ils sont sûrs qu'il n'y a pas de danger, bien des conducteurs le font par

civilité vis-à-vis en particulier des personnes âgées, et cela d'autant plus que la rareté des bus à certains moments de la journée rend désespérant le fait d'en rater un.

Quoi qu'il en soit, le problème est l'agressivité à laquelle doivent faire face les chauffeurs de bus. Dimanche matin 29 octobre, ni eux ni les conducteurs du métro n'ont pris le travail, à l'appel des syndicats ; personne ne voulait travailler après une telle agression. Ni bus ni métro n'ont donc circulé dimanche. Des salariés en repos venaient aux dépôts voir leurs camarades arrêtés.

Lundi 30 octobre, les conducteurs reprenaient le

travail. Des CRS patrouillaient aux terminus, tandis que des voitures de la police nationale suivaient les bus qui circulaient. Mais tout le monde à la RTM pense que ce n'est pas une solution, que de toutes façons les policiers repartiront et qu'alors la situation redeviendra la même que précédemment. Chacun est convaincu qu'il faudrait regarnir les effectifs, par exemple revenir au temps où il y avait un conducteur et un receveur dans chaque bus. Pour doubler ainsi la présence, il faudrait quelque chose comme 1 200 embauches. Ce serait, à tous points de vue, une très bonne chose, mais les travailleurs de la RTM savent bien

aussi que cela ne sera pas facile à imposer.

Tous ont aussi été choqués par la prime que la Fédération des usagers des transports en commun a promise aux témoins, comme si ceux-ci avaient forcément besoin d'une telle incitation pour dire ce qu'ils ont vu.

Tous les travailleurs de la RTM étaient indignés, très touchés par le sort de la jeune femme brûlée. Ce qui se dit c'est qu'il faudrait veiller à l'éducation dès la petite enfance. Ils regrettent que les services publics s'en aillent à vau-l'eau et y voient la cause profonde de ces exactions.

Correspondant LO

• RATP-bus – Région parisienne

Les conducteurs sous le choc des agressions

Quatre bus de la RATP ont été incendiés dans le cadre d'embuscades montées chaque fois par plusieurs individus encagoulés, munis de liquide inflammable, voire d'armes à feu, comme sur le détournement du bus de la ligne 122 où le conducteur s'est vu menacer d'un pistolet pointé sur sa tête.

Au dépôt des Lilas, dont dépend le 122, le conducteur était choqué et de nombreux machinistes ont refusé de sortir leur bus le lendemain matin jeudi 26 octobre. Plus d'une centaine de conducteurs réunis sont restés jusque tard le soir dans l'attente de mesures de protection qu'annoncerait la direction. Mais en guise de protection, celle-ci les a pointés en absence non autorisée sans salaire. C'est l'arme favorite de la direction contre tout arrêt du service, même quand les conducteurs invoquent leur droit d'alerte lié à la sécurité. Pour la direction, ce n'est pas aux machinistes d'avoir un avis sur le niveau de danger

qui les guette ou encore d'être simplement solidaires d'un camarade de travail agressé. Autant dire que cette attitude a eu pour effet de provoquer encore plus de mécontentement chez les machinistes.

Le mercredi 25 octobre, il y avait eu aussi un débrayage sur plusieurs lignes du dépôt de Massy (Essonne), suite à l'agression d'un conducteur de la ligne 297 à Chilly. Revenus au dépôt, les conducteurs ont dit à la direction leur ras-le-bol d'être seuls, notamment la nuit, alors qu'ils réclament depuis longtemps un deuxième agent. Ils ont aussi dit leur ras-le-bol du manque de personnel qui fait que les bus ne sont pas assez nombreux, d'où des attentes prolongées pour les voyageurs et des tensions accrues.

Et puis les lignes de bus de Massy sont passées en phase 2 de la Bus Attitude comme dit la direction, ce qui consiste à exiger le titre de transport à la montée par l'avant du bus. Les conducteurs rassemblés au



Un des autobus incendiés en banlieue parisienne le 25 octobre à Nanterre.

dépôt de Massy ont appris le soir même du 25 octobre qu'un cadre de la RATP faisant de « l'accompagnement » dans un bus venait d'être violemment agressé par trois individus qu'il avait fait descendre lors de son tour précédent. À la suite de cela, la direction a annoncé qu'elle suspendait la phase 2 de sa Bus Attitude, qui ne pouvait que jeter de l'huile sur le feu.

Suite aux bus incendiés, le jeudi 26 octobre, une réunion s'est tenue au siège de la RATP entre direction et syndicats. Mais en-dehors du fait de dévier, à titre provisoire, certains itinéraires de zones dites sensibles, il n'y avait aucune réelle proposition. En tout cas, pas de proposition qui consisterait à augmenter le personnel à bord des bus, seule

mesure qui pourrait peut-être avoir immédiatement un effet dissuasif. Les caméras, vitres antiagression, alarmes embarquées et équipes d'intervention de la sécurité RATP n'ont eu qu'une efficacité réduite, probablement moins même que les quelques conducteurs de bus qui vont régulièrement dans les établissements scolaires rencontrer les jeunes et discuter.

Dans les dépôts de bus, les conducteurs condamnent bien évidemment tous ces actes d'agression, qui font monter l'inquiétude et l'insécurité au travail et qui se retournent contre la population. Et certains pointent du doigt les responsabilités de la direction et des pouvoirs publics.

Correspondant LO

• Tour Mirabeau – Paris 15^e

Les coupe-jambon du ministère

Mille quatre cents employés du ministère du Travail, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de Dexia-Banque immobilière semi-publique et une bonne centaine d'employés de sociétés prestataires (cantine, climatisation, sécurité, ménage, etc.) travaillent dans la tour Mirabeau à Paris 15^e.

Récemment, des appareils de contrôle automatisé des entrées et sorties ont été installés : ce sont des portillons qui s'ouvrent sur présentation d'un badge à puce. Mais ces « coupe-jambon » n'ont pas été munis d'œil magnétique pour commander la fermeture. Alors il arrive que l'une des dix « hacheuses » se referme trop tôt et frappe les jambes et les bras. Des visiteurs et même des « huiles » en ont fait les frais. Quand c'est un collègue qui va fumer dehors avec son café à la main, c'est plus désagréable, ses vêtements sont bons pour le nettoyage. On nous dit que ces installations sont destinées à éviter les vols. Mais cela n'a pas empêché, dernièrement dans la tour, des ordinateurs de s'envoler... sans doute par les fenêtres ? En réalité, ces « hacheuses » servent surtout à rapporter de l'argent à leurs constructeurs.

Correspondant LO

• Retraits de badges à l'aéroport de Roissy

Une pratique révoltante

Depuis des semaines, le sous-préfet chargé des aéroports de Roissy avec le préfet de Seine-Saint-Denis mène une campagne contre les travailleurs musulmans employés sur l'aéroport.

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, des dizaines de salariés, bagagistes, employés de la sûreté, agents de piste, sont convoqués pour s'expliquer sur leurs pratiques religieuses. Ils ont été, soit repérés par la gendarmerie, la PAF (Police de l'air et des frontières) présente en permanence, soit dénoncés par leurs patrons ou par des indicateurs de la police.

Par un premier courrier, ils sont convoqués à un interrogatoire. Ce courrier précise que leur comportement représente un danger pour la sûreté aéroportuaire, mais qu'ils peuvent prendre rendez-vous avec le préfet. À ce rendez-vous, première déconvenue : ils ont affaire aux Renseignements généraux, qui les interrogent sur leur pratique religieuse pour savoir à quelle tendance ils appartiennent à l'intérieur de l'islam, quelle mosquée ils fréquentent, etc. Après cet entretien, ils sont plutôt confiants et

pensent en avoir fini.

C'est alors qu'ils reçoivent un nouveau courrier du préfet, leur signifiant qu'ils n'ont pas apporté de preuves suffisantes d'un « comportement insusceptible de porter atteinte à la sûreté aéroportuaire ». Et, plus grave, on leur retire leur badge d'habilitation, qui leur permet d'accéder à leur zone de travail dans l'aéroport. Toutes les entreprises, tous leurs patrons en profitent donc pour les licencier.

Ce n'est pas seulement une attaque contre le droit des travailleurs musulmans de professer la religion de leur choix. C'est une attaque contre tous les travailleurs, exposés en permanence à la menace du retrait de badge. Ces suppressions arbitraires de badges se font d'ailleurs par centaines chaque année pour des motifs quelconques, quelquefois liés à la vie privée des agents, et constituent un moyen de chantage pour la direction et l'encadrement.

Aucun patron n'a jamais été condamné ou interdit d'exercer sur la plate-forme quand il enfreint la loi, le code du travail, quand il est responsable d'accidents mortels, de détournements de fonds, ou quand il



Du personnel d'Aéroport de Paris en train de charger un avion d'Air France à Roissy. Un travail sur le point d'être interdit aux musulmans.

licencie pour des raisons de rentabilité. Mais retirer le badge d'un travailleur, c'est le priver de son emploi.

Des organisations syndicales ont constitué des dossiers et entamé des procédures juridiques au tribunal administratif

de Cergy-Pontoise, invoquant la discrimination et les libertés individuelles. Pour l'instant le tribunal n'a pas encore rendu son jugement.

Mais ces pratiques appellent de toute manière une riposte collective des travailleurs de

Roissy contre ce sous-préfet, qui prive arbitrairement des salariés de leur gagne-pain, qui a déjà été condamné dans le passé pour « abus de pouvoir » et « erreur manifeste d'appréciation ».

Correspondant LO

• Rhodia Silicones – Saint-Fons (Rhône)

Usines vendues et revendues les travailleurs veulent des garanties

Dans la chimie, les réorganisations continuent, avec les éventuelles pertes d'emplois qui peuvent en découler. Rhodia s'est fait de la publicité en participant au Forum pour une mondialisation responsable, qui vient de se tenir à Lyon, et en envoyant le patron du groupe, Jean-Pierre Clamadieu, en voyage en Chine avec Chirac et d'autres patrons du CAC 40. Mais, si on a beaucoup parlé de la signature de nouveaux contrats, les médias ont été plus discrets sur les réorganisations industrielles en cours.

Ainsi à Saint-Fons, près de Lyon, le groupe Huntsman vient d'annoncer la fermeture fin 2008 de l'usine Ciba qu'il avait achetée au mois de juin, ce qui entraînera aussi le déménagement du siège social France : ce seront près de 300 emplois en moins.

Les entreprises textiles européennes du groupe Rhodia (1 200 salariés en Europe)

devraient être vendues à Butler Capital Partners, un groupe financier connu dans le monde des affaires pour acheter, réorganiser, revendre des usines et des groupes industriels en empochant à la fin un coquet profit.

Concernant les usines chimiques de Rhodia Silicones, des informations circulaient depuis des mois sur une éventuelle alliance (joint-venture) avec Blue Star, un groupe industriel chinois. Début octobre, les travailleurs du secteur Silicones ont appris par la CGT les manœuvres entamées par leurs dirigeants pour vendre totalement ce secteur à Blue Star. Ces travailleurs sont au nombre de 780 sur les trois sites français : Saint-Fons (Rhône), Roussillon et Les Roches de Condrieu (Isère), et 169 dans d'autres pays d'Europe.

Ce secteur, qui contribue pour 16 % au chiffre d'affaires de Rhodia, a vu son propre chiffre d'affaires atteindre 447 millions d'euros en 2005, contre 408 millions attendus par le groupe. Il a dégagé un excé-

dent brut d'exploitation supérieur à 12 % du chiffre d'affaires : il s'agit donc d'une activité très rentable pour les actionnaires de Rhodia.

Depuis que Rhône-Poulenc, lors de la création d'Aventis entre 1989 et 2002, s'est séparé de sa chimie, devenue Rhodia, ce dernier annonce des pertes à répétition. Son endettement est de plus de 3 milliards d'euros et, pour satisfaire les banques, d'une part il vend une partie de ses activités (celles dont il affirme qu'elles ne lui permettent pas d'être dans les trois premiers mondiaux de ces branches) ; et d'autre part il met en œuvre une politique de « réduction des coûts ». Les dirigeants de Rhodia veulent retrouver rapidement une situation où les profits dégagés, et donc les dividendes versés aux actionnaires, ne soient pas aléatoires.

Ce sont les salariés qui font les frais de cette politique. Sur les trois années 2003, 2004 et 2005, le nombre de salariés du groupe a diminué de 3 819,

alors que le chiffre d'affaires engendré par leur travail a beaucoup moins diminué. Dans les usines restées Rhodia, les travailleurs, qui sont de moins en moins nombreux, voient leurs conditions de travail se dégrader et leurs rémunérations stagner, contrairement à celles des hauts dirigeants. Pour ce qui concerne la division Silcea (dont les Silicones forment les deux tiers), son excédent brut d'exploitation est passé de 62 millions d'euros en 2004 à 102 millions en 2005. Et une bonne partie de ce « plus » vient des réductions de coûts et des gains de productivité.

Il n'est donc pas étonnant que le sentiment dominant des travailleurs des Silicones, face à l'annonce de ces manœuvres, soit une grande méfiance. Pour les salariés, se voir traités comme les murs et les installations leur montre l'estime que les patrons ont pour ceux qui ont fait toute leur richesse. Si cela ne surprend personne, ça ne passe quand même pas. Les dirigeants de

Rhodia et de Blue Star parlent bien de maintenir les effectifs et les avantages acquis individuels. Mais les travailleurs d'autres secteurs de ce groupe ont fait des expériences amères du « maintien » à la sauce patronale.

Mardi 23 octobre, ce sont près de 300 salariés des usines de Rhodia de Saint-Fons qui se sont retrouvés dans la grande salle du comité d'entreprise pour interpellier la direction. Celle-ci a dû entendre la défiance des salariés à son encontre, des salariés ont dénoncé les ventes d'usines les unes après les autres pour engraisser les banques et les actionnaires, elle a entendu des travailleurs qui depuis des générations travaillent dans la chimie, ont toujours connu Rhône-Poulenc puis Rhodia et se demandent ce que vont devenir les usines chimiques dans la région. Mais ce qui a été clair pour tous, c'est qu'il faudra se battre pour la défense des acquis collectifs.

Correspondant LO

• Ouverture à la concurrence au détriment des usagers et des postiers

Le service postal en voie de disparition

D'ici au 1^{er} janvier 2009, le monopole postal ou ce qui en restait n'existera plus. L'ensemble des services assurés par La Poste seront ouverts à la concurrence alors que, déjà, depuis janvier 2006, le monopole postal se limitait aux plis de moins de 50 grammes.

Cette décision de la Commission européenne n'est que la mesure finale d'un processus engagé depuis plus d'une quinzaine d'années avec l'accord des gouvernements français successifs et l'acquiescement des partis de droite et de gauche.

Année après année, des services profitables ont été ouverts à la concurrence. Des filiales de statut privé ont été fondées, préparant la privatisation. Ainsi, en 1990, La Poste et France Télécom ont été séparées en deux entreprises distinctes, permettant plus aisément la privatisation de la seconde, livrée à la spéculation. De nombreux services ont été filialisés, comme Chronopost, ou l'éphémère Securipost chargé des transports de fonds. Les garages ont été tout simplement fermés et cette activité sous-traitée.

C'est en 1992 que la Commission européenne proposa que les services postaux concernant des courriers de plus de 50 grammes soient ouverts à des capitaux privés. Le seuil était à l'époque de 350 grammes.

C'était un pas de plus vers la privatisation et la liquidation du service public qui en découlerait.

Craignant que la ficelle soit un peu grosse, les socialistes et les Verts au Parlement européen concoctèrent en coulisse un compromis avec la droite, faisant passer provisoirement le seuil de 350 à 150 grammes.

En 1997, avec la fin du monopole sur les colis, La Poste créa une nouvelle filiale, Dilipak, en rachetant au-dessus de sa valeur DPD France, une filiale d'un opérateur allemand. Les comptes étant au rouge, Dilipak perdait à l'époque 10 millions de francs par mois. On mit plusieurs centaines d'employés en reclassement quand on ne déguisa pas des licenciements de contractuels en ruptures de contrat.

Quant aux services financiers de La Poste, en janvier 1995, une loi de régulation postale prévoyait la création d'une banque postale pour les remplacer. Mise en place depuis, cette nouvelle banque peut s'ouvrir aux capitaux privés. Pour le patronat bancaire, qui n'entend pas pâtir de cette nouvelle concurrente, une solution s'impose : la privatisation à terme de la banque postale. D'entrée de jeu, des réductions d'effectifs furent annoncées, la Cour des comptes précisant que, pour le même travail, les

banques privées n'employaient que 7 500, personnes contre 20 000 à La Poste.

Dans l'ensemble de La

masse salariale. Tant pis s'il faut rallonger les tournées des facteurs, fermer des guichets, laisser des recommandés moisir

sont dans le collimateur, car jugés pas assez rentables. Quelques-uns seront remplacés par des « points poste », les autres seront fermés.

Tous les services rendus aux usagers se dégradent mais cela n'empêche pas La Poste d'augmenter chaque année ses tarifs... pour les particuliers. Les « offres industrielles de courrier de gestion », qui ne concernent que les entreprises passant un contrat avec La Poste, n'ont pas vu leurs tarifs revalorisés depuis 2003 et ils ne le seront qu'au début de l'année prochaine pour leur permettre « de procéder aux ajustements nécessaires à l'établissement de leur budget ». La Poste n'a

pas autant d'égards pour les budgets des familles.

Et certains osent prétendre que l'ouverture à la concurrence et à la privatisation seraient bénéfiques pour les usagers !

Alain VALLER



Un bureau de poste dans une bourgade du Massif Central. Chef d'œuvre en péril.

Poste, les effectifs ne cessent de diminuer et la charge de travail d'augmenter. Un retraité sur deux seulement est remplacé par un contractuel embauché au smic. Dans tous les services, ce sont des réorganisations permanentes, qui ont pour seul objectif de réduire toujours plus les effectifs pour réduire la

plusieurs jours avant d'être distribués. Des tournées de distribution ne sont plus assurées quotidiennement et les files d'attente s'allongent devant les guichets, d'autant que, dans certains quartiers, les bureaux de poste ne sont plus ouverts qu'à temps partiel. Plus de 6 000 bureaux de poste ruraux

• La SNCF roule pour les trusts, Bombardier, Alstom

Les travailleurs n'ont pas de patrie !

Mercredi 25 octobre, la SNCF officialisait le choix de Bombardier, préféré à Alstom et Siemens qui étaient sur les rangs, pour une commande de 172 rames de trains régionaux pour l'Île-de-France, d'un montant de 2,7 milliards d'euros.

Cette annonce n'a pas été une surprise puisque ce choix était déjà commenté dans les journaux depuis juillet ; et ce n'est pas non plus une première de la part de la SNCF et des autres financeurs, dont les Régions, d'attribuer des marchés publics ferroviaires à Bombardier Transport, qui possède l'usine de Crespin, 1 600 salariés, près de Valenciennes, et qui comme ses concurrents bénéficie de toutes les aides

publiques qui améliorent d'abord les profits. Il n'est ainsi pas étonnant que, dans le Nord, la presse régionale comme le ministre Borloo saluent cette décision !

Mais ce communiqué de la SNCF a été le prétexte pour les journalistes et politiciens supporters d'Alstom de resservir une propagande sur le thème du « patriotisme économique » et de la défense de l'« intérêt national ». Pierre Taribo, rédacteur en chef de *L'Est Républicain*, tonne dans son éditorial du jeudi 26 octobre, titré « Furieux » : « ... furieux de constater qu'une entreprise française assez performante pour signer de gros contrats en Chine est évincée du marché national. Furieux de devoir admettre que ce pays ouvert comme un moulin

à toutes les concurrences est incapable de se fixer une doctrine, et de s'y tenir... ».

Chevènement lui emboîtait le pas le matin sur France 2. Ils ne sont pas à une contradiction ni à une contre-vérité près, au moment même où Kron, le PDG d'Alstom accompagnant Chirac en Chine, annonçait avoir décroché un nouveau marché de 500 locomotives de fret, dont 100 seraient fabriquées en partie à Belfort !

Et puis, concernant ce juteux contrat de la SNCF en Île-de-France, Alstom aura sa part du gâteau en sous-traitance, comme à l'inverse Bombardier profite d'une part des commandes Alstom des TGV, par exemple des sous-ensembles des voitures de première classe.

Les travailleurs d'Alstom comme ceux de Bombardier sont victimes de la même rapacité patronale, qui ne connaît ni frontière, ni nationalité. Les suppressions d'emplois opérées ou leur précarisation par Alstom, en France et dans le monde, y compris au Canada, le blocage des salaires et l'aggravation des conditions de travail, sans parler des externalisations, ne datent pas d'hier ; et tout cela continue de plus belle. Ceux qui produisent les avions de Bombardier au Canada subissent actuellement une vague de 1 330 licenciements.

Bombardier n'est d'ailleurs pas plus canadien qu'Alstom n'est français, les deux étant des groupes mondiaux mus par le seul intérêt de leurs actionnaires. Proposer de défendre

Alstom dans sa guerre commerciale contre Bombardier revient à nous faire défendre les actionnaires de l'un contre ceux de l'autre.

Il serait intéressant d'en savoir plus sur ces actionnaires et sur leurs fortunes, sur les mouvements d'argent, et les arrangements entre ces firmes privées. On sait qu'elles sont riches à milliards et que les suppressions d'emplois, à l'Alstom comme chez Bombardier, ne sont justifiées que par la volonté de s'octroyer toujours plus de profits sur le dos des travailleurs qu'elles exploitent. Des bénéfices qui aboutissent toujours dans les poches des plus grands actionnaires ; « patriotisme » capitaliste oblige !

Correspondant LO

• Brésil

Lula réélu, pour quelle politique ?

Le 29 octobre, Luiz Inacio Lula da Silva, autrement dit « Lula », a été réélu à la présidence du Brésil. Du premier au second tour, il est passé de 48,6 à 60,2 % des votes, tandis que son adversaire, Geraldo Alkmin, chutait de 41,6 à 39,2.

Après les scandales à répétition qui avaient frappé son parti, le PT (Parti des Travailleurs), et l'échec relatif que constituait sa mise en ballottage, Lula cette fois, à la différence de son attitude avant le premier tour, a fait vraiment campagne. Il a vanté le succès de programmes sociaux comme la « Bourse famille », s'est présenté en défenseur des travailleurs et des classes pauvres et a dénoncé les plans de privatisations et de réduction des budgets sociaux de son adversaire.

Cette campagne en direction des pauvres a payé : Lula a eu un grand succès dans les régions les plus déshéritées du pays, le Nordeste et le Nord, alors qu'il a été battu dans les anciens bas-

tions du PT, à Sao Paulo (50 % de la production industrielle du pays) et au Rio Grande du Sud.

Pour ce second mandat, Lula annonce qu'il donnera la priorité aux pauvres et aux régions où ils sont les plus nombreux. « *L'adversaire maintenant, c'est les injustices sociales* », a-t-il déclaré, ajoutant aussitôt : « *Il faut que tout le monde s'unisse pour faire croître le Brésil.* » Et cette seconde phrase résume son projet réel.

Car cette union et ce dialogue qu'il propose à l'opposition de droite, il les a pratiqués depuis quatre ans, chaque fois qu'il s'est agi de prendre des mesures contre les couches populaires. Quant à la croissance économique, elle enrichira à coup sûr les bourgeois mais elle ne se traduira pas par beaucoup d'emplois nouveaux ni par des salaires en hausse.

Lula avait dû remettre à plus tard une réforme de la Sécurité sociale, comprenant l'aggravation des conditions de la retraite et celle de la législation du tra-



Lula agite le drapeau brésilien, qui semble être celui de la nation, mais n'est que celui des possédants.

vail. Il se prépare à les réaliser maintenant, pour la satisfaction du patronat. Le président de la FIESP, le Medef brésilien, déclarait entre les deux tours : « *Notre candidat sera celui qui obtiendra le plus grand nombre de suffrages et sera donc en mesure de mettre en œuvre les réformes du système politique, de la fiscalité, de la Sécurité sociale et*

de la législation du travail, dont le Brésil a besoin. »

Lula a gouverné pendant quatre ans en favorisant les riches, facilitant les exportations, remboursant les banquiers, s'attaquant aux fonctionnaires et aux retraités. C'est cette politique qu'il va poursuivre, avec peut-être quelques mesures d'assistance aux plus

pauvres. Le bruit court qu'il proposerait le portefeuille de l'Agriculture à Delfim Netto, l'ancien ministre de l'Économie de la dictature militaire. Est-ce que cela se confirmera ? Le seul fait que cette hypothèse apparaisse comme possible est tout un symbole.

Vincent GELAS

• Mexique

À Oaxaca en lutte contre un gouverneur corrompu, la troupe contre la mobilisation populaire

Dimanche 29 octobre, le président mexicain Vicente Fox, après des semaines d'hésitation, a finalement envoyé ses troupes, flanquées de blindés et d'hélicoptères, dans la ville d'Oaxaca, où la population est en rébellion depuis des mois contre le gouverneur.

Officiellement, il s'agit de rétablir l'ordre public troublé par... la police du gouverneur. Ce qui aurait décidé Fox est le fait que, vendredi 27, des policiers locaux, en civil, ont tiré sur des manifestants et tué au moins trois personnes, dont un jeune journaliste américain. Mais l'intervention des troupes fédérales était attendue, depuis des semaines, par le gouverneur contesté.

Depuis août dernier, la ville était contrôlée par sa population, qui exige la démission d'Ulises Ruiz, politicien corrompu comme tant d'autres, et responsable de la répression.

Le mouvement a commencé le 22 mai dernier avec la répression d'une manifestation d'enseignants qui exigeaient une prime de vie chère et des moyens pour l'école. À partir de là, le mécontentement s'était étendu. Les 70 000 enseignants de l'État avaient trouvé le sou-

tien de centaines de milliers de personnes parmi les déshérités, en majorité indiens.

Oaxaca était un des fiefs du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), qui fut pendant des dizaines d'années le parti unique régnant sans partage sur le pays. Il a finalement dû céder la présidence au Parti d'Action Nationale (PAN) de Vicente Fox, qui est une scission du PRI. Mais les notables locaux du PRI comme Ruiz entendent conserver leur fief. Aussi le gouverneur, dont les manifestants réclament la démission, a continué de faire parler les armes. En cinq mois, ses hommes de main ont tué une quinzaine de militants du mouvement.

En juin, suite à la répression, la population s'insurgeait avec la participation des syndicats indépendants, d'associations et de municipalités, paralysant la capitale. Trois cent quatre-vingts organisations regroupées dans une Assemblée populaire du peuple de Oaxaca (Appo) entendaient substituer leur autorité à celle des administrations locales. Cinq marches nationales de protestation ont regroupé des centaines de milliers de manifestants. Une trentaine de mairies ont été occu-

pées, des administrations et des tribunaux fermés, des routes bloquées pour tenter de paralyser l'activité économique.

L'entrée des troupes envoyées par le président Fox a été applaudie par les commer-

cants du centre-ville, où de nombreux magasins et restaurants sont fermés du fait des événements, mais pas par la population pauvre. Les possédants attendent la reprise des affaires et le gouverneur

espère sauver son siège. Mais la population d'Oaxaca, qui a participé à ces mois de luttes, n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Jacques FONTENOY

• Chômage des jeunes dans le monde

Croissance catastrophique

Le Bureau international du travail (BIT) n'est certes pas un organisme contestataire mais il vient de publier un rapport sur les « *tendances mondiales de l'emploi des jeunes* », dont la seule lecture des chiffres est, de fait, une dénonciation de la situation catastrophique de la jeunesse aux quatre coins du monde.

L'étude ne concerne que les jeunes de 15 à 24 ans, soit 1,1 milliard de personnes, et conclut que, parmi eux, le nombre de jeunes chômeurs est passé de 74 à 85 millions entre 1995 et 2005, soit un taux de 13 % calculé par le BIT relativement à 650 millions de jeunes en âge de travailler.

Quant à ceux qui ont un travail, plus de 300 millions d'entre eux – un quart de l'ensemble de la jeunesse de cette classe d'âge – vivent en dessous du seuil de pauvreté que le BIT fixe à deux dollars des États-Unis par jour, soit un peu moins de deux euros.

La différence est bien sûr importante entre les jeunes des pays pauvres, du Moyen-Orient à l'Amérique latine en passant par l'Afrique et les pays de l'Europe de l'Est (où le chômage varie entre 20 et 26 % des jeunes), et ceux des pays riches, de l'Union européenne, où le chômage des jeunes s'élève quand même à plus de 13 %.

Pour préciser cette pau-

vreté qui frappe donc une très grande partie de la jeunesse, le rapport spécifie entre autres les faits suivants :

« *Tandis que la population des jeunes a crû de 13,2 % entre 1995 et 2005, l'emploi des jeunes n'a, lui, augmenté que de 3,8 % seulement, pour atteindre 548 millions.*

Les jeunes chômeurs représentent 44 % des chômeurs dans le monde, alors que la part des jeunes dans la population en âge de travailler de 15 ans et plus n'est que de 25 %. »

Voilà la situation engendrée par ce système économique dont on voudrait nous faire croire qu'il est le meilleur possible !

Lucienne PLAIN